



LE DEVOIR

Mémoires affectives rafle les grands honneurs aux Jutra

Ma vie en cinémascope cinq fois primé

ODILE TREMBLAY

Pour sa septième édition, la Soirée des Jutra dédiée aux artisans du cinéma québécois a zigzagué hier entre deux productions gagnantes, primant tantôt l'originalité, tantôt le consensus. Un point à l'envers, un point à l'endroit.

Mémoires affectives, troublant et brillant long métrage de Francis Leclerc, qui s'aventurait dans les eaux troubles du souvenir et de l'inconscient collectif, a remporté hier soir les prestigieux Jutra du meilleur film et de la meilleure réalisation. Ce film valait aussi à Roy Dupuis le laurier du meilleur acteur, devant le pion à Michel Côté dans *Le Dernier Tunnel*, son grand concurrent. *Mémoires affectives* remportait aussi le Jutra du meilleur montage image. Ce sont quatre statuettes (sur cinq nominations) qui sont venues primer une œuvre de finesse, lancée hors du circuit de la large audience.

Les sceptiques furent confondus. En effet, bien des journalistes et des observateurs du milieu du cinéma auraient parié leur chemise sur la victoire de *Ma vie en cinémascope* de Denise Filiatrault, plus accessible et mieux commercialisé que le film de Leclerc. Les membre votants ont su couronner une audace de forme et une expérimentation, sans écouter les langage des recettes au guichet, si bruyant par les temps qui courent.

Parti favori avec neuf nominations, *Ma vie en cinémascope*, le meilleur film de Denise Filiatrault à ce jour, sur la carrière et le destin de la chanteuse Alys Robi,

VOIR PAGE A 8: JUTRA



JACQUES GRENIER LE DEVOIR

Pascale Bussièrès, surprise dans sa loge quelques minutes avant le début de la Soirée des Jutra, a été récompensée hier du prix de la meilleure actrice pour sa performance flamboyante dans *Ma vie en cinémascope*, dans lequel elle incarne la chanteuse Alys Robi. Le film de Denise Filiatrault a récolté cinq Jutra au cours de la soirée présentée au Théâtre Maisonneuve.

Israël approuve le retrait de Gaza

Le tracé du mur de sécurité modifié

Jérusalem — Le gouvernement israélien a approuvé hier à une très large majorité le plan de retrait des colonies de peuplement de la bande de Gaza et de quatre colonies de Cisjordanie, ainsi que le nouveau tracé de la partie sud de la barrière de sécurité. Deux décisions historiques — et contestées — susceptibles de façonner ce que seront les futures frontières de l'Etat hébreu.

«Après 40 années à Gaza, [...] qu'avons-nous gagné?», demande Shimon Peres

Le plan d'évacuation, qui est considéré comme une étape cruciale pour le processus de paix au Proche-Orient, a été approuvé par 17 voix contre cinq, scellant la défaite des adversaires du projet qui souhaitaient l'organisation d'un référendum sur cette question. Cinq ministres du Likoud d'Ariel Sharon ont voté contre le plan, dont le ministre des Finances Benjamin Nétanyahou, principal rival du premier ministre au sein du parti conservateur.

C'est la première fois que le gouvernement approuve le démantèlement d'implantations juives sur des territoires saisis en 1967 et revendiqués par les Palestiniens comme partie intégrante de l'Etat indépendant auquel ils aspirent. A l'ouverture de la réunion, M. Sharon a reconnu que ce n'était «pas un jour facile, ni heureux», ceci pour souligner qu'il n'avait pas décidé le départ des colons de gaieté de cœur. Mais il a répété que ce retrait était «vital» pour la sécurité de l'Etat hébreu.

VOIR PAGE A 8: GAZA

L'ENTREVUE

O Vertigo dans tous ses éclats

Petite révolution tranquille chez l'une des premières troupes de danse contemporaine du Québec

Après 20 ans à faire évoluer la danse d'ici, à la voir germer, fleurir et multiplier ses couleurs et parfums, la chorégraphe et directrice artistique Ginette Laurin sent le besoin de réfléchir, d'arrimer ses méthodes aux nouvelles réalités de la création d'aujourd'hui. Une transition qui s'impose peut-être aussi à l'ensemble de la scène chorégraphique du Québec en ces temps de crise. Entretien avec une artiste au diapason de son art et de son milieu.



Ginette Laurin

FRÉDÉRIQUE DOYON

«Essayons de faire plus avec moins», lance de sa voix douce et aérienne, comme sa danse, la chorégraphe Ginette Laurin, en début d'entrevue, alors qu'on discute de l'état de la danse à Montréal. La phrase résonne drôlement, comme une bouée lancée à un milieu qui, loin d'être à la dérive, flotte toutefois en eaux troubles ces temps-ci. N'y a-t-il pas dans ces quelques mots trop

VOIR PAGE A 8: LAURIN

INDEX

Annonces.....	B 4	Idées.....	A 7
Avis publics..	B 5	Météo.....	B 4
Convergence..	B 7	Monde.....	B 5
Culture.....	B 8	Mots croisés..	B 4
Décès.....	B 4	Religions.....	B 6
Économie.....	B 1	Sports.....	B 4
Éditorial.....	A 6	Télévision.....	B 6

Planter un produit comme un «virus»

Les ados vivent dans leur monde, fait d'amis, d'école, de musique, de sport, de jeux vidéo, d'Internet et... de plusieurs marques. Le Devoir livre ici la deuxième et dernière partie de son dossier sur les adolescents et la société de consommation. Aujourd'hui: le marketing à la sauce ado et les magazines spécialisés.

CLAIRANDRÉE CAUCHY

Dans un loft du Vieux-Montréal aux allures de désordre créatif, une douzaine de jeunes employés de la firme P2P Proximité marketing tentent d'encercler les jeunes par toute sorte de moyens de communication de manière à les transformer en «ambassadeurs» d'un produit.

La tâche est complexe: les jeunes sont de plus en



plus «imperméables à la publicité traditionnelle», observe le fondateur de P2P, Pierre Parent, qui a à son actif plusieurs campagnes visant les adolescents telles celles de Rogers, Nokia, Vrak-TV, Couche-Tard (Sloche), Lassonde (Fruité) et Musique Plus.

Si les adolescents changent peu de génération en génération — ils sont toujours en pleine construction de leur identité —, «les outils pour les rejoindre eux se multiplient», fait valoir M. Parent, soulignant que la télévision traditionnelle concurrence les stations de radio numérique, l'Internet, les jeux vidéo et les DVD. De nouveaux appareils permettant de «skipper» les publicités minent aussi leur portée.

VOIR PAGE A 4: PRODUIT



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Le monde du marketing se sert de la multiplication des outils de communication afin de rejoindre des adolescentes comme Vanessa, Jessica et Karene.



STEVEN LEBLANC

Jean Charest et son nouveau ministre des Finances, Michel Audet. Les baisses d'impôts apparaissent maintenant comme un objectif prioritaire.

Charest veut se consacrer aux baisses d'impôts

BRIAN MYLES

La tâche pénible de remanier le gouvernement étant maintenant derrière lui, le premier ministre Jean Charest a l'intention de se consacrer à l'un de ses principaux objectifs: des baisses d'impôts pour tous les Québécois.

Sans jamais miner la crédibilité de son ex-ministre des Finances, Yves Séguin, M. Charest a clairement exprimé, hier, lors de son passage à l'émission *Larocque Auger*, à TVA, qu'il restera intraitable sur la question. «Les baisses d'impôts, c'est ce qu'on a promis à la population du Québec. On a déjà commencé un retour d'un milliard», a-t-il dit.

«On parle de baisses d'impôts?», a demandé l'animateur Paul Larocque. «On parle de baisses d'impôts», a confirmé M. Charest.

Le différend entre M. Charest et Yves Séguin n'est un secret pour personne. M. Séguin, l'un des grands perdants du remaniement ministériel de vendredi, n'accordait pas aux baisses d'impôts une place prioritaire dans le budget libéral, à la grande insatisfaction de son patron. A cet égard, M. Charest a confirmé en entrevue que le «coup de tonnerre» du remaniement vise à obtenir plus d'unité de ses troupes. «Il y avait, dans le gouvernement, le besoin de recentrer toute l'équipe sur la raison principale de notre élection. C'est vrai pour M. Séguin et c'est vrai pour tous les ministres du gouvernement», a-t-il dit, énumérant la santé, l'éducation, et la redéfinition du rôle de l'Etat comme autant de priorités.

Le premier ministre a bel et bien offert la responsabilité du ministère de la Justice à M. Séguin, mais

VOIR PAGE A 8: CHAREST

• LES ACTUALITÉS •

La facture de la commission Gomery augmentera en 2005-2006

JIM BROWN

Ottawa — La facture du grand ménage rendu nécessaire par le scandale fédéral des commandites est encore en hausse: elle pourrait avoisiner les 70 à 80 millions \$, a appris la Presse Canadienne.

L'explosion des coûts surviendra quand la commission d'enquête menée par le juge John Gomery soumettra son projet de budget au début de la nouvelle année fiscale s'amorçant le 1^{er} avril.

Selon des sources, les chiffres ne sont pas encore arrêtés, mais les 20,4 millions accordés cette année seraient un bon indicateur.

«Vous pouvez vous attendre à ce qu'un montant du même ordre de grandeur soit dépensé au cours de la prochaine étape, a dit un responsable de la commission qui a requis l'anonymat. Peut-être un peu moins.»

Les autorités de la commission d'enquête ont essayé de resserrer leurs dernières estimations avant de les soumettre au Bureau du Conseil privé et au Conseil du Trésor, qui doivent approuver ces dépenses. Mais en dépit de ces efforts, le coût total des deux années de travaux de la commission pourraient dépasser amplement les 30 millions.

Le «pire scénario» consisterait au doublement du budget de la première année, 40 millions, selon une source bien informée.

Autres coûts

De surcroît, le gouvernement a déclaré des dépenses de 39 millions encourues aux fins de la commission par quatre ministères, Travaux publics, Conseil du Trésor, Justice et le Bureau du Conseil privé.

Cette enveloppe «n'est pas rattachée en soi au budget [de la commission Gomery], mais s'intègre dans un tout», la commission dans son ensemble, a expliqué le porte-parole du ministre des Travaux publics Scott Bryson, Renée David.

Ces dépenses comprennent les coûts générés par le retraçage par les fonctionnaires de millions de pages de documents qui constituent la preuve, les services de traduction, et une foule d'autres déboursés administratifs et juridiques suscités par une cohorte d'avocats.

Travaux publics a aussi inclus dans la facture les dépenses provoquées par le traitement d'une montagne de demandes en vertu de la Loi d'accès à l'information formulées par les journalistes, qui veulent dépister le scandale. «C'est dans le même budget, a dit Mme David, au poste commandites et Gomery»

Le porte-parole de la commission, François Perreault, a toutefois insisté pour séparer le budget d'exploitation pour le juge et son personnel des dépenses des ministères.

«C'est une question de précision, a-t-il évoqué. Accumuler les dépenses supplémentaires en plus de notre budget en les attribuant au juge Gomery est inexact.»

Prévisions financières

Il a par ailleurs défendu les prévisions financières de la commission, qui ont «visé très juste» en vue d'atteindre les 20,4 millions en 2004-2005. Il n'a pas commenté les prévisions de 2005-2006, sauf pour confirmer que les estimés seront rendus publics «dans les prochains jours».

La majeure partie des fonds de la commission, 14,7 millions, ont été consacrés aux services juridiques et professionnels, pour l'équipe de 14 avocats, le personnel administratif et les experts-comptables. Cette rubrique diminuera toutefois à compter de mai, avec la fin des audiences publiques. Mais la recherche et la consultation auprès d'universitaires et d'administrateurs sur les réformes à envisager engendreront d'autres détours.

Le détail des dépenses des ministères n'est pas connu, mais il comporte les frais d'avocats des fonctionnaires tels que Charles Guité, en charge du programme, ainsi que ceux de l'ancien ministre Alfonso Gagliano, de l'ancien premier ministre Jean Chrétien et de son chef de cabinet, Jean Pelletier.

Le fédéral a dépensé 250 millions dans le cadre du programme des commandites, principalement pour hausser sa visibilité au Québec et combattre le mouvement souverainiste. L'essentiel de la controverse provient des 100 millions facturés en commissions et en frais de toutes sortes par des agences proches des libéraux qui ont fourni peu ou pas de services en échange.

Dans son témoignage, l'ancien premier ministre Jean Chrétien a nié que chaque dollar versé en commission était pure perte et a estimé que la somme volée s'avère de beaucoup inférieure à ce qu'il en coûtera pour tenir la commission.

Des accusations criminelles ont été déposées contre quatre hommes: Charles Guité ainsi que les dirigeants d'agences Jean Brault, Paul Coffin et Jacques Paradis. Mais la Gendarmerie royale du Canada poursuit son enquête.

Presse canadienne

Le Nunavut veut le statut de langue officielle pour l'inuktitut

Edmonton — Découragé du manque de financement fédéral pour assurer les services dans la langue maternelle des habitants du territoire, le gouvernement du Nunavut a entrepris des négociations avec Ottawa pour faire reconnaître l'inuktitut comme langue officielle.

Si c'était le cas, affirme le mi-

nistre de la Culture du territoire, Louis Tapardjuk, le gouvernement fédéral serait obligé de mettre fin à l'injustice qui consiste à payer plus de 3500 \$ pour assurer les services en français pour chaque francophone vivant au Nunavut, alors que la majorité des habitants ne reçoivent pas un sou pour de tels services dans leur langue.

Il faut dire cependant que le Nunavut est la seule juridiction au Canada où la majorité de la population ne parle ni le français ni l'anglais. Selon les chiffres de Statistique Canada, 70 % des 25 500 Inuit du Nunavut parlent l'inuktitut.

Presse Canadienne

Négociation d'une première convention collective

Wal-Mart de Saint-Hyacinthe : les syndiqués vont de l'avant

Seulement une soixantaine d'employés sur 200 se sont présentés à l'assemblée générale

Saint-Hyacinthe — Les employés du Wal-Mart de Saint-Hyacinthe étaient conviés samedi soir à leur première assemblée préparatoire en vue de la négociation de leur convention collective, mais seulement une soixantaine d'entre eux, sur plus de 200, se sont présentés.

Il s'agissait de la première assemblée des membres du syndicat accrédité le 14 janvier. Elle visait à élire des représentants pour négocier la première convention collective.

«Des lundi [aujourd'hui], nous allons transmettre nos disponibilités à l'entreprise afin de commencer les négociations le plus rapidement possible», a commenté en entrevue à la Presse Canadienne le président de la section 501 des Travailleurs unis de l'alimentation et du commerce (TUAC), Yvon Bellemare.

Il a jugé la participation à l'assemblée encourageante, en dépit, dit-il, des tentatives d'intimidation qu'il impute à la direction de la société.

«Ce sont des gens extrêmement courageux», a-t-il salué.

Intimidation

Malgré l'annonce de la fermeture du magasin de Jonquière, à Saguenay, et malgré la publicité de la bannière américaine parue dans les quotidiens, de plus en plus d'employés contactent les TUAC pour se syndiquer, a assuré M. Bellemare.

Selon les travailleurs interrogés par Radio-Canada, les absents auraient été intimidés par le spectre de Jonquière et craignaient les représailles.

Les employés syndiqués jonquois négociaient leur première

convention collective quand Wal-Mart a annoncé la fermeture prévue en mai. Jonquière a été la première succursale du groupe à se syndiquer en Amérique du Nord.

Des employés du magasin mas-koutain ont dit être prêts à aller au bout de leur démarche, quitte à risquer la fermeture.

Mais Jonquière connaît une situation déficitaire si on se fie à Wal-Mart, a rappelé M. Bellemare, alors que la grande surface de Saint-Hyacinthe serait une des plus profitables, au dire des employés. «Il faudra que Wal-Mart se branche! a répliqué le représentant syndical. Mais au Québec, on n'est pas dupe.»

Des employés opposés à la syndicalisation manifestaient à l'extérieur de l'hôtel où se tenait l'assemblée.

Presse canadienne

Glissade au centre-ville



JACQUES GRENIER LE DEVOIR

C'EST à une montagne blanche que ressemble la rue Sainte-Catherine devant le complexe Desjardins depuis quelques jours. Les organisateurs du Festival Montréal en Lumière ont en effet construit de grandes glissades de glace et de neige pour égayer grands et petits visiteurs prêts à risquer la chose sur une chambre à air.

CONCOURS

LE DEVOIR



CONSULAT GÉNÉRAL DE GRÈCE (SECTION TOURISME)
CONSULATE GENERAL OF GREECE (TOURISM SECTION)



NOLITOUR
VACANCES

Grèce

La magnifique



Perles de l'Égée

3 jours de croisière dans les îles grecques et en Turquie, 4 jours à Mykonos.

www.nolitour.com

LE DEVOIR

Retournez à : Concours Grèce, Perles de l'Égée, 2050, rue de Bleury, 9^e étage, Montréal (Québec) H3A 3S1

Le tirage aura lieu le 4 mars 2005 à 19h.

Faites-nous parvenir les coupons de participation avant le 23 février 2005 à 17h30. Le concours s'adresse aux personnes de 18 ans et plus. Un seul coupon par enveloppe.

Les reproductions électroniques ne seront pas acceptées.

Les conditions et règlements du concours sont disponibles à la réception du Devoir. Valeur de 3 318 \$.

Nom :

Adresse : App. : Ville :

Code postal : Courriel :

Téléphone : (rés.) : (dur.) :

Question mathématique : (55 + 36) - 41 = Abonné(e) : Oui Non

Résultats

TU, le niveau des tirages

SUPER 7		Tirage du 2005-02-18		GAGNANTS		LOTS	
7/7	0	2 500 000,00 \$					
6/7+	4	77 978,20 \$					
6/7	111	2 458,70 \$					
5/7	6 907	141,10 \$					
4/7	145 260	10,00 \$					
3/7+	130 254	10,00 \$					
3/7	1 200 148	Participation gratuite					
Ventes totales :		17 187 078 \$					
Prochain gros lot :		5 000 000 \$					

LOTTE 649		Tirage du 2005-02-19		GAGNANTS		LOTS	
6/6	0	9 293 734,00 \$					
5/6+	7	54 528,00 \$					
5/6	139	2 268,40 \$					
4/6	8 122	73,50 \$					
3/6	150 086	10,00 \$					
2/6+	112 584	5,00 \$					
Ventes totales :		18 514 850 \$					
Prochain gros lot (appr.) :		16 000 000 \$					

PROCHAIN GROS LOT LE 23 FÉVRIER 2005 16 000 000 \$

Québec 49		Tirage du 2005-02-19		GAGNANTS		LOTS	
6/6	1	1 000 000,00 \$					
5/6+	0	50 000,00 \$					
5/6	15	500,00 \$					
4/6	891	50,00 \$					
3/6	16 968	5,00 \$					
Ventes totales :		524 765,50 \$					

Extra		Tirage du 2005-02-18		Extra		Tirage du 2005-02-19	
NUMÉRO	LOT	NUMÉRO	LOT	NUMÉRO	LOT	NUMÉRO	LOT
131593	100 000 \$	397168	100 000 \$				

Les modalités d'encasement des billets gagnants paraissent au verso des billets. En cas de départ en cours, cette liste et la liste officielle de L-Q, cette dernière a priorité.

EN BREF

Le FRAPRU attend Charest de pied ferme

Des membres du Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU) ont promis un accueil bruyant au premier ministre Jean Charest, qui prend la parole ce midi devant la Chambre de commerce du Montréal métropolitain. Le FRAPRU a l'intention de rappeler à M. Charest que la crise du logement n'est pas terminée dans la métropole, même si elle ne défraie plus autant les manchettes. À Montréal seulement, la liste d'attente pour obtenir une place dans une habitation à loyer modique (HLM) a doublé, passant de 10 075 à 20 500 noms depuis l'automne 2001. Aucun nouveau projet de HLM n'a été financé depuis 11 ans. Avec la nomination de Michel Audet à titre de ministre des Finances, le FRAPRU craint que les baisses d'impôts ne l'emportent sur la lutte à la pauvreté dans le prochain budget libéral. — Le Devoir

POLITIQUE

MON POINT DE VUE, MA RADIO (AM)

CHRC 80

RADIO MÉDI

MARTIN POULIOT 8 H 50



Chantal Hébert

L'avant-dernier budget Goodale?

Un budget électoral si nécessaire mais pas nécessairement un budget électoral, voilà l'essentiel du thème sur lequel le ministre fédéral des Finances, Ralph Goodale, a brodé l'énoncé qu'il déposera mercredi à la Chambre des Communes.

Dans le meilleur des cas, pour les libéraux, le budget de cette semaine serait l'avant-dernier de leur gouvernement minoritaire. L'an prochain à la même date, ils espèrent être en assez bonne posture pour renvoyer le Canada aux urnes et solliciter une majorité. Faute de quoi, c'est sans doute l'opposition qui voudra mettre fin aux jours d'un gouvernement usé qui n'aurait jamais réussi à trouver un second souffle sous Paul Martin.

Depuis le vote du printemps dernier, la donne électorale n'a guère changé au Canada. Si des élections avaient lieu demain, les sondages indiquent que le gouvernement qui en serait issu serait vraisemblablement libéral... et minoritaire.

Dans la mesure où on voit mal pour qui le jeu d'une campagne électorale en vaudrait la chandelle, cela devrait faire du budget de mercredi une banale formalité. Sauf que la psychologie de la Chambre des Communes a évolué depuis la rentrée parlementaire, et pas nécessairement dans le sens d'un surplus d'intérêt à l'entraide entre partis en présence.

En règle générale, les libéraux s'accommodent mal de leur situation minoritaire. Coincé entre ses intérêts électoraux et la nécessité de composer avec l'opposition aux Communes, Paul Martin fait du surplace. Plutôt que de l'augmenter, la situation a un effet réducteur sur son leadership.

À cet égard, le sondage Ekos, qui montrait que les libéraux avaient un orteil dans l'eau majoritaire au début du mois, se résumait à un mirage. Dans les faits, la piscine est à moitié vide puisque le Bloc québécois a toujours une solide avance au Québec. La mainmise du Bloc sur le Québec constitue actuellement le principal obstacle à se dresser sur le chemin d'une majorité libérale reconstituée.

Cela n'empêche pourtant pas un nombre grandissant de députés libéraux d'avoir des fournis électorales dans les jambes. Des députés issus des milieux urbains de l'extérieur du Québec croient que le débat sur le mariage gai pourrait leur permettre de frapper un grand coup contre le Parti conservateur, voire même de le repousser dans ses anciens retranchements réformistes. Ceux-là se souviennent avec nostalgie de l'époque, pas si lointaine, où le PLC réussissait à se passer du Québec pour se composer une majorité gouvernementale.

D'autres encore, qui n'attendent plus rien de bon de Paul Martin, ne demanderaient pas mieux que de devancer la prochaine échéance électorale, quitte à profiter d'un second gouvernement libéral minoritaire consécutif pour liquider son leadership.

Les conservateurs, ou tout au moins ceux qui respirent l'air raréfié qui circule dans l'entourage du chef, font évidemment une toute autre lecture de la situation. Ils croient dur comme fer que leur croisade contre le mariage gai va permettre à leur parti de réaliser une percée importante auprès d'une frange essentielle de l'électorat libéral, en particulier au sein des communautés culturelles, mais également au Québec...

C'est une thèse que bon nombre de députés conservateurs n'ont aucune envie de tester. Mais tant qu'à se retrouver dans une impasse sociale-conservatrice avec Stephen Harper, il s'en trouve pour se demander si la meilleure façon de se débarrasser de celui-ci et de passer à un chef plus centriste ne serait pas d'avoir des élections rapidement, pendant que le Bloc est encore bien placé, pour empêcher les libéraux de récupérer une majorité.

Depuis la victoire bloquiste de juin dernier, tout le monde sait que les actions de Gilles Duceppe ont beaucoup monté sur le marché québécois. Si Bernard Landry démissionnait, le chef bloquiste aurait bien du mal à résister aux pressions de ceux qui voudraient le voir à Québec, le front principal de la bataille pour la souveraineté.

Au cours des derniers mois, M. Duceppe a promis sur tous les tons de mener le Bloc aux prochaines élections fédérales. Mais il n'a jamais dit que la direction du Parti québécois ne l'intéressait pas. Surtout que, dans l'état actuel du gouvernement Charest, il pourrait légitimement espérer devenir premier ministre. Au cours de la même période, l'étoile de Bernard Landry n'a jamais cessé de pâlir. Si des élections fédérales avaient lieu rapidement, elles trouveraient les libéraux dans un état de faiblesse suffisant au Québec pour rendre crédible l'hypothèse d'une répétition de la performance bloquiste du printemps dernier. Un scrutin fédéral qui aurait lieu plus tôt que tard aurait l'avantage de délier le chef bloquiste de ses engagements outaouais.

Enfin, l'automne dernier, le NDP avait été assez durement critiqué pour son empressement à appuyer le discours du trône libéral. Depuis, on ne peut pas dire que Jack Layton en a eu pour son argent. L'absence d'un retour d'ascenseur libéral depuis le discours du trône n'a rien pour rendre le NDP aussi complaisant à l'égard du budget.

Un NPD qui est un peu moins effarouché par la perspective d'un autre scrutin; un chef bloquiste qui a des raisons d'être un peu plus pressé de retourner aux urnes; des libéraux et des conservateurs qui voudraient de plus en plus profiter de la paille qu'ils croient voir dans l'œil de l'autre pour faire oublier la poutre qui est dans le leur. Les quatre partis fédéraux ont toujours l'air de tenir à la survie du Parlement actuel mais ils en ont chaque jour un peu moins la chanson!

chebert@thestar.ca

Chantal Hébert est columnist politique au Toronto Star.

Double sommet à Bruxelles

Le président Bush est en mission de réconciliation dans la Vieille Europe

BERTRAND PINON

Bruxelles — Le président américain George W. Bush est arrivé hier soir à Bruxelles pour la première étape d'une tournée de quatre jours en Europe qui vise à sceller la réconciliation transatlantique après deux ans de déchirements liés à la guerre en Irak.

Dès la mi-journée, la capitale belge avait pris des allures de forteresse. Jusqu'à mercredi, le centre-ville sera sous l'étroite surveillance de 2500 policiers et de quelque 250 agents des services secrets américains.

Une première manifestation a rassemblé dans l'après-midi un millier de protestataires brandissant des pancartes «Bush n'est pas le bienvenu».

Des manifestants de gauche se sont rassemblés à proximité des bâtiments de l'Otan et de l'Union européenne pour protester contre le retrait de Bush du protocole de Kyoto, contre les atteintes aux droits de l'homme commises par les Américains en Irak, et contre le mépris affiché par Bush à l'égard du droit international.

Plusieurs dizaines de militants d'extrême droite, dont quelques *skinheads*, ont par ailleurs défilé devant l'ambassade des États-Unis pour demander le départ des troupes américaines présentes en Europe.

Ces manifestations annoncent une mobilisation plus large des organisations non gouvernementales, des militants de gauche et d'extrême gauche et des altermondialistes.

Déclarations conciliantes

Cette visite est la première de M. Bush à l'étranger depuis l'entame, fin janvier, de son second mandat.

Un double sommet, demain, avec les dirigeants de l'Otan et de l'Union européenne en sera le point d'orgue, avec un discours clé, aujourd'hui, sur les relations transatlantiques.

En soirée, le locataire de la Maison-Blanche dinera avec le président français Jacques Chirac, farouche opposant, en 2003, à la guerre en Irak.

M. Bush a multiplié, ces derniers jours, les déclarations conciliantes à l'égard de ses hôtes.

«Aujourd'hui, la sécurité, la justice et la prospérité de notre monde dépendent de la capacité de l'Amérique et de l'Europe à travailler avec un objectif commun. Cela rend vains nos liens transatlantiques comme ils ne l'ont jamais été», a-t-il déclaré samedi.

«Même les meilleurs amis ne sont pas d'accord sur tout», a-t-il reconnu, faisant valoir qu'«à l'aube du XXI^e siècle, les valeurs et les intérêts les plus profonds de l'Amérique et de l'Europe sont les mêmes».

Dans une interview, la veille, à une chaîne de télévision belge, le président américain avait affiché un ton plus ouvert qu'à l'accoutumée sur l'Iran.

Sans exclure l'option militaire face à Téhéran, il a assuré conserver la diplomatie comme «premier choix» et



Les manifestations contre la venue à Bruxelles du président américain George W. Bush se sont succédées toute la journée hier, dans les rues de la capitale belge.

a «applaudi aux efforts» des trois grands Européens (Allemagne, France, Royaume-Uni), qui négocient pour faire renoncer la République islamique à ses ambitions nucléaires.

Début février, la secrétaire d'État américaine Condoleezza Rice avait reproché à mots couverts à Paris, Londres et Berlin de ne pas assez agiter devant les Iraniens la menace d'un renvoi devant le Conseil de sécurité des Nations unies.

Convaincus du bien-fondé de leur démarche, les Européens réclament un «soutien substantiellement plus actif» de la part des États-Unis.

L'Iran est a priori l'unique contentieux potentiel au menu des retrouvailles de M. Bush avec ses homologues européens. Les autres sujets qui fâchent (levée de l'embargo européen sur les ventes d'armes à la Chine, protocole de Kyoto) ont soigneusement été évacués.

L'objectif principal des discussions sera de mettre en valeur le rapprochement sur l'Irak et

l'identité de vues sur l'espoir de relance du processus de paix israélo-palestinien.

Dès aujourd'hui, les ministres européens des Affaires étrangères devraient donner le «la», en scellant l'engagement de l'UE dans une mission de formation de 700 à 800 magistrats, policiers ou gardiens de prison irakiens à l'extérieur du pays.

Demain, l'ensemble des 26 pays de l'Otan devraient se rallier à la formation des forces de sécurité irakiennes conduite par l'Alliance.

Le président américain s'entretiendra également avec les Européens de la Syrie. Il rencontrera aussi demain le nouveau président ukrainien Viktor Iouchtchenko.

M. Bush quittera Bruxelles mercredi pour l'Allemagne, avant de retrouver jeudi, à Bratislava, le président russe, Vladimir Poutine.

Agence France-Presse
Avec Reuters

La performance de Paul Martin à Bruxelles sera importante ici et à l'étranger

MURRAY BREWSTER

Bruxelles — Pour le premier ministre Paul Martin, c'est le moment ou jamais de faire bonne impression sur la scène internationale, estiment observateurs politiques et militaires.

À deux jours du dépôt d'un budget qui pourrait sceller le sort de son gouvernement libéral minoritaire, et dans la foulée d'un article cinglant de la revue *The Economist* qui le baptisait «M. Tergerisation», le premier ministre est arrivé hier à Bruxelles pour y assister à une réunion des leaders de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN).

L'un des grands défis que devra relever M. Martin sera de convaincre les membres de l'Alliance atlantique, surtout les États-Unis, que la disette qui a été le lot des forces armées canadiennes

pendant une décennie tire à sa fin. «Nous devons cesser de donner l'impression que le Canada sera là, puis d'arriver avec ce que nous avons pu bricoler», commente Murray Lee, un colonel à la retraite qui a souvent évoqué la nécessité de remplacer la flotte vieillissante des hélicoptères Sea King.

C'est l'occasion idéale pour M. Martin de faire mentir l'article de *The Economist* et de dire que le Canada est sérieux, qu'il va avoir une politique des affaires étrangères et une politique de défense solides, et voici comment il va s'y prendre, ajoute M. Lee.

M. Martin, qui n'a pas réagi à l'article de *The Economist*, est demeuré cloîtré à l'avant de son appareil des forces armées canadiennes, hier, pendant le vol vers l'Europe. Son personnel a décliné les demandes d'interview et indiqué que

ses seules interventions publiques prévues doivent avoir lieu demain.

Un budget à surveiller

Dans une séance d'information à l'intention des journalistes, vendredi, de hauts fonctionnaires aux Affaires étrangères admettaient que la question de la crédibilité sera abordée au cours de la réunion de demain de l'OTAN.

M. Martin dira aux autres leaders de surveiller le budget de mercredi, pour y constater «l'engagement du gouvernement à rebâtir les forces canadiennes», selon un fonctionnaire qui a préféré ne pas être identifié.

Les membres de l'OTAN se plaignent depuis longtemps de ce qu'en pourcentage du produit intérieur brut, le Canada dépense moins pour la défense que presque tous ses partenaires. L'opposi-

tion d'Ottawa à la guerre en Irak, bien qu'applaudie en Europe, n'a fait qu'exacerber l'impatience des plus gros joueurs de l'alliance, les États-Unis et la Grande-Bretagne, face à la réforme souhaitée de l'armée canadienne.

La bonne performance de M. Martin sur la scène internationale revêtira autant d'importance ici, croit un politologue. A quelques heures du dépôt du budget, M. Martin devra être au meilleur de sa forme. «Il voudra démontrer qu'il sait où il s'en va, selon David Johnson, du University College du Cap-Breton, à Sydney. Nous pourrions très bien retourner en campagne électorale sous peu, et il lui faut démontrer qu'il exerce un leadership, qu'il ne fait pas que se promener en se parlant tout seul, en se demandant ce qu'il faut faire.»

Presse Canadienne



Destinations

En toute occasion, les Certificats-cadeaux L'EAU à la Bouche sont une façon originale de dire merci ou tout simplement je t'aime.

Certificat

100 \$

La Direction

www.leaualabouche.com
Ste-Adèle 450.229.2991

Pour annoncer : Jean de Billy au 514-985-3486 ::::: jdebilly@ledevoir.com

La justice sociale au cœur de nos débats

Les Soirées Relations

POURQUOI UNE CHARTE MONDIALE DES FEMMES ?

Les déléguées de la Marche mondiale des femmes réunies au Rwanda le 10 décembre dernier ont adopté la **Charte mondiale des femmes pour l'humanité**. La charte comprend 31 affirmations qui décrivent les principes essentiels pour construire un monde basé sur l'égalité, la liberté, la solidarité, la justice et la paix. Cette charte est le fruit d'un long processus de consultations, d'échanges et de débats avec des groupes de femmes provenant d'une soixantaine de pays. Le 8 mars prochain marquera le début d'une démarche d'appropriation de la charte dans 53 des pays où est présent le mouvement de la Marche des femmes.

En plus d'informer sur le contenu de la charte, la Soirée Relations permettra de réfléchir à sa portée. En quoi la charte constitue-t-elle une avancée pour le mouvement des femmes? Permettra-t-elle d'ouvrir un dialogue et d'approfondir la solidarité entre des femmes d'horizons si divers? Quelles conséquences ce mouvement mondial et pluriel aura-t-il sur le féminisme?

La Soirée Relations sera l'occasion de débattre de ces questions avec nos invitées: **Pascale Dufour**, professeure au département de Science politique de l'Université de Montréal;

Ana-Maria Seghezze, Fédération des femmes du Québec, militante de la Marche mondiale des femmes;

Nancy Burrows, agente de liaison au secrétariat international de la Marche mondiale des femmes.

Le lundi 21 février 2005, de 19h à 21h30

à la Maison Bellarmin

25, rue Jarry Ouest, Montréal (Métro Jarry ou de Castelnau)
Renseignements : Pascal Durand (514) 387-2541 / pdurand@cjf.qc.ca
Contribution volontaire : \$5 Site internet : www.cjf.qc.ca

LES SOIRÉES RELATIONS SONT ORGANISÉES PAR LE CENTRE JUSTICE ET FOI
25, RUE JARRY OUEST, MONTRÉAL H2P 1S6 RENSEIGNEMENTS : (514) 387-2541

DOSSIER

Presse féminine: le jupon dépasse

Dans les magazines destinés aux adolescentes, le contenu rédactionnel est toujours orienté vers l'achat de produits de consommation



CLAIRANDRÉE CAUCHY

Potins et vedettes, produits de beauté, shopping et autres trucs pour plaire aux garçons mélangés avec une forte dose de publicité: voilà les ingrédients de la presse adolescente féminine. Autant dans le contenu rédactionnel que dans l'abondante publicité, la consommation figure en bonne position.

La recette semble fonctionner puisque les titres se multiplient depuis 10 ans. «L'intensification de l'offre est très marquée. Pendant pratiquement 20 ans, Filles d'aujourd'hui était le seul magazine pour les jeunes filles, là les titres se succèdent», constate la chercheuse Caroline Caron, qui a complété une thèse de maîtrise sur la presse adolescente féminine en 2002.

« Il faut séduire et, pour séduire, il faut être belle. La publicité apparaît comme la réponse à cette injonction. »

La directrice de ces deux magazines, Marie-Claude Bonneau, explique cette effervescence par la démographie: «Il y a environ cinq ans, le gros peak des enfants des baby-boomers sont arrivés à l'adolescence. Là, ils ont un peu vieilli et s'en vont vers la vingtaine. Le marché est un peu moins fort», explique Mme Bonneau, notant que le magazine Filles d'aujourd'hui.

La directrice de ces deux magazines, Marie-Claude Bonneau, explique cette effervescence par la démographie: «Il y a environ cinq ans, le gros peak des enfants des baby-boomers sont arrivés à l'adolescence. Là, ils ont un peu vieilli et s'en vont vers la vingtaine. Le marché est un peu moins fort», explique Mme Bonneau, notant que le magazine Filles d'aujourd'hui.

Les titres ont également poussé comme des champignons aux États-Unis, traversant parfois la frontière. «Tous les grands magazines américains pour femmes ont maintenant leurs petites sœurs, que ce soit Cosmopolitan Girl, Teen Vogue ou Teen People», observe Mme Bonneau. La France n'a pas échappé au mouvement, avec des titres comme Jeune & Jolie.

La dernière décennie a également été marquée par une multiplication des produits et des magazines destinés aux ados, tels La Senza Girl, Le Château Junior, Jacob Junior. «Il y a eu une ouverture du marché publicitaire. De plus en plus de produits s'adressent à cette cible», poursuit la directrice des magazines pour adolescentes des Publications TVA.

Tout en rappelant qu'au moment de son lancement, en 2002, le magazine Elle Québec Girl avait brandi un sondage montrant que la moitié des jeunes filles disposaient de revenus de 2000\$ par année, Caroline Caron souligne que les éditeurs «savent de combien les jeunes filles disposent et on essaie de les faire dépenser. C'est clair».

Texte et publicités interreliés

Au fil de sa recherche sur les magazines Cool, Adorable et Filles d'aujourd'hui, la chercheuse a été «estomaquée» de constater «les liens excessivement étroits» entre les contenus rédactionnel et publicitaire. «Les deux se répondent.»

D'après ses travaux, près des deux tiers des articles portent sur l'apparence et les relations homme-femme, et un peu plus de la moitié des publicités concernent l'apparence (maquillage, shampooing, vêtement, esthétique...). «D'un côté, le contenu rédactionnel insiste sur l'importance de la beauté, de la sé-



Les titres ciblant les adolescentes se sont multipliés depuis dix ans. Les tirages sont impressionnants: environ 85 000 chacun pour Cool et Filles Clin d'Œil [anciennement Filles d'aujourd'hui].

duction. Il faut séduire et, pour séduire, il faut être belle. La publicité apparaît comme la réponse à cette injonction. Elle présente plein de trucs beauté pour être séduisante et permettre d'avoir un chum», constate Mme Caron. Elle s'inquiète des conséquences des modèles de féminité et de masculinité conservateurs véhiculés dans ces magazines. «Peut-être que c'est plus facile de vendre des produits avec des images très stéréotypées», avance-t-elle.

Les articles font eux-mêmes une large part à la consommation: coin shopping, beauté, accessoires, etc. «Il y a plus de publicité cachée que traditionnelle. On va présenter la photo du produit, la marque, le prix et l'endroit où on peut l'acheter», note Mme Caron, soulignant que les chroniques beauté sont toujours orientées vers l'achat de produit plutôt que sur une information objective liée à la santé.

La directrice de Cool et Filles Clin d'Œil affirme que ses magazines répondent à la demande des adolescentes. «Nous sommes un magazine de divertissement. Les vedettes, la mode, la beauté, on sait qu'à cet âge se sont des sujets de préoccupation», fait-elle valoir, soulignant que les publications adoptent le ton de la grande

sœur et non de la mère. «Oui, on leur parle des trucs qui sortent, des nouveautés. Si on arrêtait demain matin, je ne suis pas certaine qu'on vendrait le magazine.»

En ce qui concerne l'image stéréotypée des femmes, elle reconnaît que la mode et la beauté — qui figurent en bonne position dans les revues — restent des sujets superficiels. «Est-ce que c'est notre rôle de tout le temps leur donner l'éventail complet de ce qu'elles peuvent être?», s'interroge-t-elle, en mentionnant toutefois que des démarches sont en cours pour une collaboration avec une journaliste israélienne pour un texte sur le mode de vie des filles au Moyen-Orient.

Des adolescentes conscientes

Le jupon dépasse et les filles s'en rendent compte, comme Le Devoir a pu le constater en rencontrant un petit groupe de jeunes filles à l'École d'éducation internationale, sur la rive sud de Montréal. LECTRICE DE FILLES, Sabrina apprécie ce magazine «pour les entrevues avec les stars et les petits potins». «Avant, je regardais surtout les conseils beauté et les vêtements. Mais en regardant les endroits où ils les achetaient et les prix, je me suis dit cela n'a pas d'allure», explique l'adolescente de 14 ans.

Son amie Marianne, lectrice de Cool et Elle Québec Girl, renchérit: «J'ai failli écrire au magazine pour leur dire d'arrêter de nous montrer des choses qu'on ne peut pas acheter. Le pire, c'est Elle Québec Girl: il y a 10 pages de publicité au début. T'achètes un demi-pouce d'épais et la moitié c'est des publicités. Il y a des limites à montrer des affaires trop chères pour nous. On peut juste envier et "achaler" nos parents. Ils vont être tannés de nous entendre», lance l'adolescente, suscitant un murmure d'approbation chez ses amies. Sa camarade Maude précise qu'elle a annulé son abonnement, lasse de la publicité.

Ces lectrices sentent la pression exercée par la publicité sur leur image corporelle. «On voit toujours des belles filles parfaites qui annoncent des produits de beauté. Tu as envie de devenir comme la fille. On ne se dit pas tout de suite que la photo est retouchée», affirme Marianne. Sabrina s'empresse de lui dire que la fille sur la pub de La Senza Girl qui l'obsède tant est en fait construite de toute pièce par ordinateur. «J'envie un ordinateur!», laisse tomber Marianne.

Le Devoir

PRODUIT Les ados sont une clé de voûte pour rejoindre d'autres segments de la population

SUITE DE LA PAGE 1

«Les jeunes ont un détecteur de bullshit. Ils ont grandi avec la publicité. Autant ils sont capables de faire du "multitâches", autant la publicité est détectée très rapidement. La télévision est importante, mais il faut aussi aller dans le viral, dans l'interaction, dans les SMS [messagerie texte sur cellulaire]», explique l'ancien responsable du marketing chez Musique Plus.

Construire une marque ado exige donc un brin de subtilité et beaucoup d'originalité. «Il faut tout faire pour que cela ne paraisse pas. C'est presque de l'anti-marketing. Aussitôt que les adolescents voient dépasser les fils, cela devient out. Il faut quasiment aller davantage dans le viral que dans le publicitaire au sens classique», observe le directeur-général d'Ipsos-Desmarie, François Desmarie, qui mesure notamment l'efficacité des campagnes publicitaires.

Comme un virus

Ce fameux marketing viral consiste essentiellement à essayer de propager, tel un virus, un message par des moyens non traditionnels. La stratégie s'appuie sur l'importance du réseau d'amis chez les jeunes — en croissance exponentielle jusqu'au milieu de la vingtaine — et leur besoin de socialisation quasi frénétique. «Les jeunes aiment s'exprimer, être les premiers à découvrir quelque chose et en parler, c'est valorisant. Nous autres on joue beaucoup là-dessus», affirme le publiciste Pierre Parent, dont les campagnes allient la publicité traditionnelle à des activités terrain auprès des jeunes et du marketing axé sur les nouveaux médias, tels les messages texte, les chats ou les courriels.

«On multiplie les points de contact auprès des jeunes», dit M. Parent.

Récemment, il a utilisé la formule lors d'une campagne pour le fabricant de cellulaires Nokia. Dans un spot publicitaire à Musique Plus, il a invité les jeunes à s'abonner à une liste de diffusion pour recevoir des nouvelles du Spin Symposium, une compétition internationale de surf des neiges qui se déroulait à Mont-Tremblant. «À partir des 5000 numéros de cellulaires que j'ai ramassés, j'envoyais des nouvelles en SMS tous les jours, avec les résultats des courses. Je les invitais à participer à des concours. À la fin, je leur disais: si vous voulez avoir le nouveau Nokia xyz, rendez-vous dans un magasin Rogers avec ce message et vous aurez une réduction de 15 %», raconte Pierre Parent.

Le publiciste explique le taux de réponse «hallucinant» qu'il dit avoir obtenu par le côté underground de l'opération: «Je transforme le jeune en quelqu'un de privilégié. Mais c'est une relation. Si je ne t'envoie pas quelque chose d'intéressant, you shoot me out.»

Depuis l'avènement de la nouvelle génération de cellulaires qui combine la téléphonie à l'Internet, à la messagerie texte et à une caméra numérique, l'industrie des télécommunications figure parmi les plus actives auprès des adolescents, misant entre autres sur les forfaits familles et les rabais entre abonnés. Déjà, on estime qu'environ la moitié des 14-20 ans ont accès à un cellulaire de façon régulière.

Pour percer davantage ce nouveau marché, les compagnies le scrutent à la loupe. L'automne dernier, Anaïs, une Montréalaise de 16 ans qui fréquente un collège

privé, a participé à un focus group sur les cellulaires. Outre les 50\$ versés pour 90 minutes de leur temps, trois des huit participants ont reçu un cellulaire à condition de réaliser un vidéo portant sur la thématique «Une journée avec mon cellulaire», moyennant une rétribution de 100\$.

«Il fallait filmer notre chambre, nos livres, nos vêtements, où on se tient, demander à nos amis qu'ils ont un cellulaire ce qu'ils en pensent, pourquoi d'autres n'en ont pas, qu'est-ce qui pourrait les convaincre d'en avoir un», se rappelle la jeune fille qui a gagné le prix du meilleur film, soit 500\$.

Symptôme du grand intérêt des annonceurs et des boîtes de marketing pour les jeunes, le magazine Infopresse organisait d'ailleurs la semaine dernière, pour la troisième année consécutive, une journée de conférences sur le marketing auprès des jeunes, intitulée «Stratégies avant-gardistes pour cibles mouvantes».

Le président du groupe américain Teenage Research Unlimited (TRU), Peter Zollo, y expliquait à quelque 150 personnes la façon dont les tendances cheminent entre différentes catégories de jeunes. Il y a d'abord la catégorie «Edge», qui représenterait, selon le TRU, 15 % des ados américains. «Ils sont les premiers à faire des choses. Ils sont très rebelles. Entre 40 et 60 % des tendances partent d'eux, mais dès qu'elles sont populaires, ils les lâchent», constate le chercheur américain, qui traque l'âme des jeunes depuis une ving-

taine d'années. Suivent ensuite les «Influenceurs» (ou en bon français les leaders d'opinion), qui constitueraient 12 % des adolescents au pays de l'Oncle Sam.

S'inspirant du groupe «Edge», ils propagent des tendances. «Ils représentent le succès social. C'est la cible à viser pour les annonceurs», poursuit M. Zollo. Avec 52 % des ados, la masse se retrouve du côté des «Conformistes», qui attendent de voir une tendance reprise par les médias et un nombre significatif de pairs avant de l'adopter. En marge, on retrouverait finalement le groupe des «Passifs» (22 %), qui n'entre pas dans le merveilleux monde du «lifestyle».

Irrévérrencieux

Si les jeunes sont analysés sous toutes leurs coutures, c'est non seulement pour le marché qu'ils représentent — somme toute réduit comparativement à celui des baby-boomers — mais surtout parce qu'ils constituent une clé de voûte pour rejoindre d'autres segments de la population, note François Desmarie. En plus d'influencer les achats de leurs parents, ils ouvrent la voie à la consommation des pré-adolescents, qui aspirent à ressembler à leurs aînés, et à celle des plus vieux, hantés par le mythe de la jeunesse.

Aussi agaçant que puisse être le marché adolescent, il est néanmoins hasardeux de le cibler. «Le problème, c'est que parfois en visant les adolescents, on peut s'antagoniser le reste. La pire des choses, c'est de "shooter" entre les

deux. De ne faire ni vraiment ado ni vraiment adulte», note le directeur-général d'Ipsos-Desmarie.

Pour miser juste, il faut oser aller vers des «trucs extravagants, hors normes, rebelles. Ils ont une attitude de vouloir brasser un peu», avance le président de P2P.

Les dépanneurs Couche-Tard ont clairement adopté ce ton pour la promotion de la Sloche, il y a quelques années, vantant les mérites de boissons à saveur de «poussin écrasé», de «goudron» ou de «bifteck». Prenant cette campagne en exemple, François Desmarie croit que les publicitaires doivent non seulement chercher à plaire aux jeunes en les considérant comme un groupe différent, mais aussi «déplaire à l'ensemble de la population». «Le simple fait de s'ostraciser cela leur fait plaisir. Ils aiment tout ce qui est irrévérencieux, un peu extrême», ajoute-t-il.

Mais attention, si les conventions peuvent être allègrement malmenées dans le marketing, cela reste toutefois superficiel. Les ados ne sont pas foncièrement rebelles et reviennent à des valeurs un peu plus traditionnelles, notamment quand il est question du couple. «Quand vient le temps de faire des choix importants, ils deviennent un peu conservateurs. Cette génération d'enfants, dont plusieurs ont vécu le divorce de leurs parents, a une espèce de double personnalité», remarque M. Desmarie, soulignant qu'un tel constat s'applique aussi à d'autres groupes cibles.

Peu de marketing ado

Si les publicités de cellulaires ou de Couche-Tard viennent en

tête lorsque arrive le moment de parler de marketing ado, il faut réfléchir un peu plus longtemps avant d'en énumérer d'autres. «Au Québec, on ne peut pas se permettre un marketing ado. Quand tu fais de la segmentation, il faut que le coût soit plus petit que les bénéfices. Sur sept millions, il n'y a pas plus de 800 000 ados», précise François Desmarie. C'est d'autant plus vrai que les adolescents s'attendent à ce que la communication soit renouvelée aux années, sinon aux six mois. «Ce n'est pas toutes les marques qui peuvent se permettre cela», souligne M. Desmarie, qui observe néanmoins une préoccupation pour les adolescents dans des campagnes grand public.

Son collègue de P2P, une des rares compagnies québécoises spécialisées auprès des adolescents, abonde dans le même sens: «Le marché n'est pas grand et les grandes décisions ne se prennent pas ici. Coke, Pepsi, Apple, c'est pas au Québec que cela se décide. Il n'y a pas beaucoup de grands annonceurs québécois qui touchent aux jeunes.»

Comme c'est le cas pour plusieurs pans de la culture et de l'économie, c'est le marketing américain destiné à un grand marché très segmenté, qui influence les choix de plusieurs adolescents québécois. «C'est d'autant plus vrai que ce n'est pas le groupe le plus accroché au nationalisme québécois», conclut François Desmarie.

Le Devoir

FIN DU DOSSIER

• LES ACTUALITÉS •

Tsunami

Clinton et Bush père visitent des zones dévastées

MARK BENDEICH

Banda Aceh, Indonésie — Après la Thaïlande, les anciens présidents américains Bill Clinton et George Bush père ont poursuivi hier leur tournée des zones dévastées par le tsunami en visitant le nord de l'île de Sumatra, en Indonésie, avant de se rendre au Sri Lanka.

Bush et Clinton, venus dans la région pour lever des fonds américains en faveur des victimes, sont montés à bord d'hélicoptères militaires à Banda Aceh, capitale de la province d'Aceh, et ont survolé les secteurs dévastés avant de se poser près de la mosquée de Lampuuk, dans le district de Lhok Nga.

Le tsunami du 26 décembre a fait environ 300 000 morts sur le pourtour de l'océan Indien. Le bord de mer, à Lampuuk, comptait une population de 6500 personnes avant la catastrophe. Il n'en reste plus qu'environ 700.

Les deux ex-présidents ont été accueillis par des survivants près de la mosquée. Bon nombre d'habitants ont été relogés dans des tentes dressées sur les ruines de leurs habitations.

Clinton et Bush ont serré les mains de rescapés aux abords de la mosquée. L'ancien président démocrate a demandé à un garçon de 12 ans ce qu'il aimerait le plus: «*faisais avoir une école*», lui a répondu Aulia Rahman, qui a perdu son père et un frère cadet dans la catastrophe.

La mosquée, bien que fortement endommagée, dresse encore ses trois coupes et reste le seul bâti-

ment reconnaissable au milieu d'un champ de ruines. «*Je n'ai jamais vu quoi que ce soit de ce genre de toute ma vie, jamais*», a dit Bush après avoir discuté avec des villageois.

Toujours plus de victimes

Chaque jour encore, dans la province d'Aceh, on retrouve des centaines de corps de victimes. Dans cette seule province, au moins 121 500 personnes ont péri, plus de 400 000 autres ont été déplacées et 114 000 sont portées disparues.

Les deux anciens présidents avaient entamé l'étape indonésienne de leur tournée à Medan, dans la province de Sumatra-Nord, où ils avaient été accueillis sous une pluie battante par le chef de l'Etat indonésien, Susilo Bambang Yudhoyono.

Hier soir, Clinton, qui est émissaire spécial de l'ONU pour l'aide aux victimes du tsunami, et Bush père, âgé de 80 ans, ont quitté Sumatra pour le Sri Lanka où ils ont été reçus par la présidente Chandrika Kumaratunga, avec laquelle ils devaient dîner. Aujourd'hui, il est prévu qu'ils aillent sur la côte sud du Sri Lanka, elle aussi durement touchée par les raz-de-marée, puis qu'ils se rendent aux îles Maldives, archipel qui a subi de gros dégâts.

Les donateurs privés du monde entier ont déjà donné plus de deux milliards de dollars d'aide d'urgence pour les rescapés des raz-de-marée. Bill Clinton a estimé, lors du récent forum économique de Davos, que le principal danger était désormais de voir les dons s'essouffler.

Reuters



RAFIKUR RAHMAN REUTERS

Des proches des victimes du naufrage d'un ferry, près de Dacca, au Bangladesh, transportent le corps d'un passager repêché près de la côte.

Naufrage au Bangladesh: au moins 81 morts, une centaine de disparus

HELEN ROWE

Dacca — Au moins 81 personnes ont trouvé la mort et une centaine sont portées disparues dans le naufrage d'un ferry pris dans un cyclone près de la capitale du Bangladesh, Dacca, a annoncé hier la police.

Des milliers de proches des passagers étaient rassemblés à proximité des lieux de l'accident pour assister aux recherches qui ont été interrompues tard dans la soirée, mais qui doivent reprendre aujourd'hui, selon les responsables des secours.

Des survivants ont fait état d'un nombre de disparus bien supérieur aux estimations officielles en raison de la surcharge du ferry qui a sombré dans la nuit de samedi à hier. Les équipes de sauveteurs ont récupéré hier 44 corps, qui s'ajoutent

aux 37 cadavres repêchés après le naufrage survenu sur le fleuve Buriganga, à Pagla Bazar, non loin de la capitale Dacca.

Selon l'officier de police Shafiqullah, «*environ 200 personnes*» se trouvaient à bord du navire *M.V. Maharaj* qui a coulé à cause de mauvaises conditions météorologiques.

Le bateau «*était plein à craquer. Il y avait plus de 400 personnes à bord, je pense*», a affirmé à l'AFP Delwar Husain, 50 ans, qui a réussi à sauver sa vie mais pas celle de sa fille de 20 ans, Beauty.

«*Il y avait des vents très forts, le ferry a fait une embardée et je pense qu'il est entré en collision avec un chalutier. C'était le chaos. J'ai perdu ma fille. Puis j'ai sauté et j'ai nagé jusqu'au rivage*», a-t-il expliqué.

Un autre survivant, Shahidul Islam, 45 ans, évalue «*entre 450 et 500*» le nombre de passagers.

«*Le vent s'est soudain levé. J'ai essayé de tenir la main de mon beau-frère tout en sautant, mais il faisait noir et tout était confus, et il s'est perdu*», déclare-t-il, disant avoir plus tard identifié le corps de son parent.

Piégés à l'intérieur

Officiellement, le ferry avait enregistré 167 passagers mais leur nombre véritable devait être plus élevé, les bateaux circulant au Bangladesh étant très souvent surchargés.

Certains passagers qui ont survécu ont dit que le ferry «*avait fait naufrage immédiatement après avoir été touché par un cyclone*» et que les victimes avaient été «*piégées à l'intérieur*», a expliqué un responsable du trafic maritime au terminal des ferries de Dacca, M. Mohiuddin.

On ignorait hier soir si d'autres

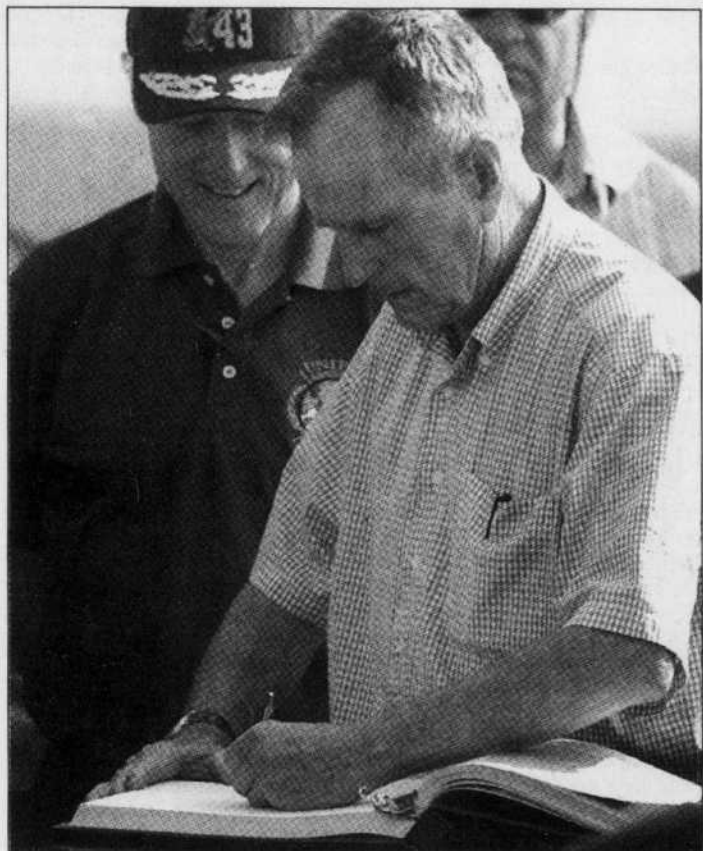
corps restaient emprisonnés dans le pont inférieur du bateau à deux niveaux, selon le chef des opérations de sauvetage, le capitaine de corvette Mahbulul Rashid.

Le navire effectuait un trajet entre la capitale et la municipalité de Chandpur, dans le centre du Bangladesh.

Deux frères d'une famille de 13 personnes qui se rendait à un mariage, Naser et Mannan, ont déclaré que leur père, deux cousins et trois autres parents étaient morts dans le naufrage et qu'ils étaient sans nouvelles de cinq autres membres du groupe.

Le ministre de la Marine, Akbar Hossain, s'est rendu sur place hier et a promis de nouvelles mesures pour prévenir de tels accidents, fréquents au Bangladesh.

Agence France-Presse



ANURUDDAH LOKUHAPUARACHCHI

À leur arrivée hier à Colombo, capitale du Sri Lanka, les anciens présidents américains Bill Clinton et George Bush père ont été invités à signer le livre d'honneur.

Le SCRS accusé de se traîner les pieds

Ottawa — L'inspectrice générale chargée de surveiller les activités du Service canadien du renseignement de sécurité (SCRS), Eva Plunkett, affirme qu'elle aura du mal à remplir ses fonctions si l'agence met trop de temps à lui fournir les renseignements demandés.

Dans un document confidentiel à l'intention de la ministre de la Sécurité publique, Anne McLellan, Mme Plunkett se dit inquiète de la

lenteur du SCRS à fournir des documents d'information essentiels. Selon elle, cette attitude l'empêche de jouer son rôle efficacement.

Mme Plunkett, qui a œuvré pendant 28 ans au ministère du Solliciteur général, a été nommée à son poste en décembre 2003, et une copie expurgée de son premier rapport sur les activités du SCRS a été obtenue par la Presse Canadienne en vertu de la Loi d'accès à l'information.

L'inspectrice soutient que le SCRS lui a donné, comme il se doit, accès à un large éventail de documents. «*Mais je ne peux que m'inquiéter des retards accumulés pour obtenir les informations, rapports et explications demandés, à la fois par mon bureau et par mes adjoints*», écrit-elle.

«*J'imagine que ces retards ne sont probablement que le résultat d'erreurs administratives ou d'une trop grande charge de travail*», poursuit-

elle, mais elle ajoute que l'attente qu'on lui impose pourrait devenir «*une limitation implicite*» à son devoir de recueillir les informations pertinentes en temps utile.

Dans son rapport, Mme Plunkett précise avoir obtenu «*l'assurance de la part des responsables du SCRS d'une coopération complète pour éliminer les délais sur les informations demandées*».

Presse canadienne

LES GRANDS RENDEZ-VOUS CULTURELS DE LA PREMIÈRE CHAÎNE

LES MÉTIERS CACHÉS DU CINÉMA

Rencontre animée par Raymond Cloutier dans le cadre des Rendez-vous du cinéma québécois à la Cinémathèque québécoise.

Ce soir **20h**

Réalisation: Claude Godin et Catherine David
Réal.-coord.: Jérôme Labrecque

95.1 FM
Première Chaîne
Radio-Canada

www.radio-canada.ca/radio

EDITORIAL

Budget, bis

C'est mercredi que le ministre fédéral des Finances, Ralph Goodale, présentera le premier budget du nouveau gouvernement élu de Paul Martin. L'an dernier, les Canadiens avaient eu droit à un exercice pré-électoral sans couleur et sans saveur dont personne n'a gardé le moindre souvenir, si ce n'est celui d'une prévision grossièrement erronée au chapitre des excédents budgétaires. Peut-on s'attendre à mieux d'un gouvernement minoritaire? On nous permettra d'en douter étant donné le peu d'intérêt des partis de se lancer dans une campagne électorale.

A lors que le ministre Ralph Goodale prévoyait un budget équilibré pour 2004-05, nous savons d'ores et déjà que l'année en cours se terminera avec un excédent d'au moins 12 milliards de dollars. Cela inclut évidemment les quatre milliards dépensés en cours d'année qui n'étaient pas prévus au budget, de même que les classiques trois milliards de réserve de prudence, mais qu'importe la façon d'analyser ce résultat, le gouvernement libéral au pouvoir à Ottawa a perdu toute crédibilité en matière de prévisions.

Certains se réjouissent de tels excédents dont une large part va à la réduction de la dette. N'empêche que voilà une façon de faire qui rappelle que, malgré les difficultés auxquelles toutes les provinces font face année après année, Ottawa continue de se payer le luxe de récolter chaque année des milliards de plus qu'il n'est pas en mesure de dépenser lui-même.

Si l'on se fie aux fuites calculées qui abondent dans la presse torontoise à la veille de chaque budget fédéral, ce sont d'abord la Défense nationale et le plan de lutte contre les gaz à effet de serre qui prendront la vedette dans ce budget 2005. Ottawa entend embaucher 5000 soldats supplémentaires et investir au moins six milliards pour la mise en œuvre du protocole de Kyoto, une bonne partie sous forme d'argent recyclé de programmes existants dont le budget n'a jamais été dépensé.

En matière sociale, le ministre Goodale donnera suite à la promesse électorale de hausser le supplément de revenu garanti des personnes âgées. En revanche, les municipalités et les provinces devront prendre leur mal en patience, car Ottawa ne leur versera que plus tard la plus grande partie de la taxe sur l'essence promise. De même pour le programme national de garderies auquel Ottawa entend consacrer des milliards... plus tard, pourvu que les provinces acceptent ses conditions.

A la suite des pressions du Bloc québécois dont le poids en chambre pèse plus lourd que jamais depuis l'élection d'un gouvernement minoritaire, Ottawa s'apprête à bonifier le régime d'assurance emploi pour les travailleurs saisonniers. Cela devrait suffire pour éviter une rebuffade du Bloc et du NPD qui ne souhaitent, ni l'un ni l'autre, être accusés d'avoir causé la chute du gouvernement.

Comme ce fut le cas chaque année depuis la fin de l'ère des compressions budgétaires, le gouvernement libéral ne parvient toujours pas à définir des politiques pertinentes à l'intérieur de ses propres champs de compétence. Municipalités, garderies, soins de santé sont tour à tour l'objet d'incursions pour cause de plus grande visibilité politique. Alors que l'Ontario fait face à un déficit récurrent et que le Québec cherche désespérément les moyens de boucler son budget, le ministre Ralph Goodale s'apprête une fois de plus à prendre des engagements milliaires dont la pertinence reste à démontrer dans le cadre constitutionnel canadien.

Si Ottawa a tant à cœur le sort des services publics au pays, il n'a qu'à réduire ses propres impôts afin que chaque province puisse récupérer la fraction du champ fiscal qui répond le mieux à ses priorités. Malheureusement, en l'absence de réelle volonté politique de la part des provinces — situation que le remplacement de Yves Séguin par Michel Audet vient confirmer dans le cas du Québec — voilà le genre de projet qui n'a aucune chance de devenir réalité.

j-rsansfacon@ledevoir.ca

Une de plus

La première étape de la vaste réforme des services américains de renseignements a été franchie. Ambassadeur de métier — il était jusqu'à tout récemment en poste à Bagdad —, John Negroponte vient d'être nommé directeur de l'administration qui guidera et surveillera les travaux de 15 agences, dont la CIA et le FBI. Pour faire court, Negroponte sera le patron des patrons des espions, des enquêteurs fédéraux et des douaniers.

C'est donc à cet homme que revient le mandat de bouleverser les cultures et les mécanismes qui, dans la plupart des cas, avaient été conçus pour contrer l'Union soviétique. Selon le rapport consacré aux vices de la CIA, NSC et autres agences, ces dernières ayant tardé à s'ajuster notamment au combat antiterroriste, il était impérieux de donner un sacré coup de balai. Parachuté à la tête de la CIA l'automne dernier, Porter Goss a amorcé le ménage, Negroponte va le poursuivre dans tous les azimuts.

Il aura les moyens des ambitions fixées. On pense surtout au budget d'environ 40 milliards alloué à l'ensemble des agences. Cette mainmise sur l'ensemble des sommes versées à la sécurité fait grincer beaucoup de dents. Surtout chez les militaires et au sein de la hiérarchie civile du Pentagone. L'idée qu'une tierce personne ou qu'une autre agence soit invitée à se mêler des opérations secrètes de l'armée est jugée comme une intrusion malsaine.

Derrière les rideaux de la Maison-Blanche, l'actuel patron du Pentagone a livré une guerre de tous les instants contre cette initiative. Il faut préciser qu'en agissant comme on le sait, l'administration Bush a soustrait à Donald Rumsfeld le contrôle qu'il avait sur 80 % du budget total des services de renseignements. Dans la foulée des attentats du 11 septembre 2001, Rumsfeld ainsi que les membres de l'état-major jugeaient qu'ils avaient besoin de davantage d'autorité sur les agences et non le contraire.

Qui plus est, ces mêmes gradés craignent que Negroponte et ses successeurs ne s'immiscent trop dans la chaîne de commandements. Car en plus d'être celui qui exposera désormais quotidiennement au président les sujets sensibles, fonction assumée jusqu'alors par le directeur de la CIA, Negroponte va disposer d'un pouvoir d'influence plus prononcé qu'auparavant.

En effet, la réforme articulée par le législatif prévoit l'addition d'une nouvelle administration. Dans les semaines qui viennent, Negroponte et ses collaborateurs accoucheront d'une agence dont la fonction exclusive sera la guerre au terrorisme. Ce déplacement horizontal, soit de la CIA et du NSC vers une nouvelle entité, a heurté passablement de notables des divers services. Elle expliquerait en tout cas, la vague de démissions de bonzes de la CIA constatées avant Noël. D'où la crainte partagée que tout cela finisse dans un immense fouillis.

LE DEVOIR

FONDÉ PAR HENRI BOURASSA LE 10 JANVIER 1910. FAIS CE QUE DOIS

Directeur BERNARD DESCÔTEAUX
Rédacteur en chef JEAN-ROBERT SANSSAÇON
Vice-présidente, finances et administration CATHERINE LABERGE
Directeur de l'information JULES RICHER
Directeurs adjoints de l'information PIERRE BEAULIEU,
LOUIS LAPIERRE, JEAN-FRANÇOIS NADEAU
Directeur artistique CHRISTIAN TIFFET
Directrice, ventes publicitaires NICOLE CALESTAGNE



LETTRES

Des réflexions pour les «pro-Kyauto»

Pendant que vous roulez, je marche. Chaque matin, j'ai 30 minutes pour penser à vous, parce que je marche. Quand je sors de chez moi, les voisins ont déjà appuyé sur le bouton-panique de leur démarreur à distance. Au bout de la rue, tournent au ralenti autobus scolaires et voitures de parents venus reconduire les enfants au chaud, et au son de la cloche: go, les portières s'ouvrent.

Parce que je marche, je zigzague sur les trottoirs, tantôt côté sud, tantôt côté nord, ou carrément dans la rue, parce que là, c'est entreprenant. Mais attention, car ceux qui roulent lorgnent parfois aussi les trottoirs. Je marche depuis 15 minutes et je pense toujours à vous, automobilistes du 1,2 personne par véhicule. Maintenant, je vous dépasse parce que vous ne bougez plus, béats, attendant au chaud et à chaud votre tour pour prendre l'entrée du pont, café à la main, parce que vous n'avez pas oublié de passer au service à l'auto pour attendre à la queue leu leu... Un p'tit beigne avec ça? Trente minutes plus tard, parce que je marche, au métro Longueuil attendent une trentaine de taxis: ça marche, ça tourne et ça pue.

À 8h30, sur le quai du métro, une chose saute aux yeux: la majorité des usagers sont de la génération du sac à dos et non de celle du 1,2 personne par auto, pratiquement inexistante.

Pendant que je roule enfin sous l'eau, plus haut sur le pont Jacques-Cartier attendent encore les inconditionnels du «pro-Kyauto», café refroidi, doigts collants, qui jonglent peut-être avec l'idée que s'il y a tant de circulation, c'est qu'il manque de ponts!

Cinquante minutes après mon départ de la maison, métro Laurier, cinq petites minutes de marche de plus et me voilà rendu au travail... Avec un café, mais pas de beigne, merci.

Ah oui, M. Stéphane Dion, j'oubliais le beau «concours» du gouvernement fédéral sur l'économie d'énergie «volontaire» d'une tonne par personne. Si je calcule trois kilomètres aller-retour, multipliés par deux (parce que ma conjointe marche aussi), multipliés

par cinq jours, multipliés par 48 semaines, ça donne 2880 kilomètres.

Si je comprends bien, disons que ça fait des tonnes d'économie d'énergie, donc des crédits à la «Bourse des droits de polluer». Alors, est-ce que je pourrais les vendre aux «pro-Kyauto» pour qu'ils puissent les dépenser harmonieusement, sans arrière-pensée ni culpabilité, bien au chaud dans leur auto?

Tout pour oublier ce pour quoi je marche, moi, à 51 ans, préférant mettre tous mes espoirs dans la génération des sacs à dos.

Bernard Gagné
«Pro-sac-à-dos»
Longueuil, le 18 février 2005

Commandites: un scandale qui cache le pire

À en croire les différents témoins appelés à la barre de la commission Gomery, la corruption dont l'ignoble programme des commandites a fait l'objet est passée inaperçue de tous ses responsables.

Eh bien soit! Mais cela cache quelque chose de bien pire: si quelque millions de dollars ont échappé au plus élémentaire des examens, qu'en est-il des autres programmes fédéraux, en particulier les fondations mises sur pied par M. Martin lorsqu'il était ministre des Finances?

Non seulement des milliards de dollars sont-ils placés dans ces fondations, dont celle des bourses du Millénaire, mais encore leur statut particulier les met à l'abri de tout examen public. C'est à faire peur.

Combien de milliards sont ainsi gaspillés chaque année dans ce pays grand comme un continent, où chaque million compte, où les écoles, les hôpitaux et les infrastructures municipales tombent en ruines?

Combien de centaines de millions continuent d'être dilapidés en propagande au Québec, au nom de ce Canada que l'on doit sauver? L'intégrité nationale du Canada justifie-t-elle tous les moyens, même au détriment de la démocratie? S'il faut se fier au très honorable Jean Chrétien, le musellement des Québécois infidèles vaut bien quelques petites fraudes commises de bonne foi...

Comme l'a si bien dit l'écrivain Gérard Bauër, «il y a une chose pire encore que l'infamie des chaînes, c'est de ne plus en sentir le poids».

Louis La Bonté
Traducteur au gouvernement fédéral
Le 11 février 2005

Juppé à l'ENAP: une mauvaise décision!

L'ancien premier ministre français déchu et condamné pour manipulation des règles politiques vient d'être engagé pour enseigner à nos futurs administrateurs publics. La décision, pourtant démocratique, à la suite du vote des professeurs de l'ENAP en dit long sur les valeurs de cette élite. Celle-ci jette une ombre additionnelle sur la perception populaire d'une administration publique déjà pourtant bien mal en point.

Les arguments avancés, soit la grande compétence de M. Juppé, qu'on dit être «un praticien d'expérience» et «un intellectuel remarquable», n'ont qu'une résonance très limitée chez moi, car jamais le savoir ou les capacités ne sont venus compenser des lacunes au niveau de l'honnêteté, du sens moral et de l'éthique. Ces valeurs sont à la base même d'une saine administration et s'en priver ou les faire passer en second est comme de construire une maison sur un château de cartes.

Concernant l'autre argument avancé, soit celui voulant que ce serait le châtier une seconde fois (après la Cour française), je suis en accord avec l'idée que tout le monde doit avoir une seconde chance. Toutefois, son rôle n'est pas approprié dans une école, et surtout pas dans la plus haute institution d'administration publique, car c'est dans ce domaine même qu'il s'est disqualifié. S'il veut retourner à l'école, je lui suggérerais les bancs d'école et les cours de morale ou d'éthique. Ainsi, il donnerait des signes de repentir et serait éventuellement mieux préparé à affronter à nouveau l'électorat français, ce qui semble être dans ses intentions. Sinon, des organismes de haute administration comme l'OMC ou le FMI seraient sûrement heureux d'accueillir une personne qui partage leurs valeurs et leurs façons de faire...

Pascal Grenier
Beauport, février 2005

LIBRE OPINION

La dure réalité des travailleurs handicapés

PATRICIA TURCOTTE
Charny

J'aborde le sujet des bénéficiaires des services sociaux qui ont, eux aussi, besoin d'être soutenus, encouragés et défendus devant les dirigeants sociaux ou politiques qui jouent souvent au jeu de l'autruche. Je cite un bref exemple parmi tant d'autres: les personnes qui essaient courageusement de reprendre le marché du travail, mais qui doivent composer avec des limitations physiques ou intellectuelles.

Ils sont peu nombreux, les employeurs qui embauchent ces gens que l'on appelle les personnes handicapées. Je fais donc référence aux entreprises accréditées qui embauchent ces braves citoyens pour accomplir un travail adapté à leurs conditions. Habituellement, ces travailleurs exploités continuent de toucher une partie des revenus de l'assistance sociale, diminués considérablement, selon leurs nouveaux revenus provenant de l'employeur ou de l'entreprise accréditée.

Dans mon entourage, je côtoie fréquemment ces jeunes personnes handicapées qui occupent ce genre de travail. La plupart sont guidées par des accompagnateurs spécialisés qui établissent le lien d'embauche avec l'employeur ou l'entreprise en question.

Plusieurs de ces personnes travaillent avec des horaires de trois jours ou trois semaines, pour accomplir un travail d'environ

sept heures par jour. Un montant de dépenses, évaluées approximativement à 100 \$ par mois, doit être soustrait de leurs revenus bruts; ce qui comprend une somme de 60 \$ par mois, pour défrayer les coûts de transport, en plus d'un montant d'environ 40 \$ par mois, pour payer les collations et les maigres repas. Le ridicule revenu net de 10 \$ par mois se retrouve misérablement au fond de leurs poches.

Je ne dis pas 10 \$ par semaine, mais bien 10 \$ par mois. Incroyable, mais vrai! Je l'ai vu de mes propres yeux, comme Saint-Thomas. Se pencher sur les véritables enjeux sociaux devient une véritable urgence sociale. Quel accompagnateur spécialisé, du réseau social, quel député, ministre, sous-ministre ou premier ministre du gouvernement, accepterait de travailler 21 heures de plus par mois pour voir augmenter ses revenus mensuels de 10 \$?

Il faut absolument que des personnes responsables qui œuvrent dans le réseau social ou gouvernemental se lèvent pour faire changer les choses en faveur de ces nombreux et courageux travailleurs. Ils ont déjà assez de cœur au ventre pour essayer, en vain, de faire diminuer les rangs des assistés sociaux, et ce, malgré leurs importantes limitations fonctionnelles. Cette chaîne de travailleurs marginaux fait aussi partie intégrante de la société, non?

De plus, le seul véritable chemin pour retrouver leur autonomie financière est nul autre

que celui d'occuper un emploi adapté à leurs conditions. Laissons tout de même à ces êtres humains le droit de rêver un peu en couleurs!

Démunis

Ces travailleurs sont-ils rémunérés avec justice, pour accomplir un travail, ou sont-ils plutôt sous-payés et abusés à l'avantage d'organisations et de structures sociales et gouvernementales? Il faut se rappeler que, dans la plupart des cas, ces gens se retrouvent, démunis et ignorants de la gravité de leurs véritables situations. Sont-ils réellement écoutés par les élus au pouvoir, ces divers représentants ou groupes sociaux qui les représentent et qui défendent leurs droits fondamentaux?

J'ai même côtoyé une jeune femme handicapée qui a travaillé pendant plus d'une année auprès d'un employeur accrédité qui lui faisait miroiter un futur emploi dans son entreprise privée. La dure réalité est que cette jeune fille n'a jamais été embauchée. Je me permets d'espérer que cet employeur n'a pas reçu d'autres candidats aussi candides et naïfs que cette amie!

Un sentiment paradoxal m'habite tout de même lorsque je vois briller les yeux de ces êtres humains qui parviennent à être embauchés pour faire un travail qui les valorise. Ils vivent comme chacun de nous un réel sentiment de fierté personnelle, un brin d'estime d'eux-mêmes, une parcelle d'autonomie, mais le plus important, ils retrouvent leur héritage divin: la dignité humaine et la vraie liberté! Mais à quel prix?

IDÉES

La laïcisation du système scolaire :
une opération inachevée

PIERRE LEBUIS

Professeur, Département des sciences religieuses et
Centre interdisciplinaire de recherche sur
l'apprentissage et le développement en éducation
(CIRADE), Université du Québec à Montréal

Premier de deux textes

Avec l'abolition du régime d'option qui permet l'enseignement religieux confessionnel pour les catholiques et les protestants, il s'agit d'achever le chantier ouvert par la Commission sur les États généraux de l'éducation qui proposait dans son rapport final (1996, p. 53-56) de «dévrouiller» le système confessionnel, à tous les paliers, pour assurer à tous les élèves l'éducation aux valeurs communes que nous souhaitons partager. [...]

L'idée d'un cadre commun de valeurs a d'abord été repris par le Groupe de travail sur la réforme du curriculum, dont le rapport *Réaffirmer l'école* est connu sous le nom de Rapport Inchauspé (1997). Globalement, on peut voir dans ce rapport l'aboutissement de débats, étendus sur une dizaine d'années, visant la rénovation du programme qui se traduit par une recentralisation sur la mission d'instruction autour de savoirs essentiels et sur la mission de socialisation de l'école.

Cette dimension de la socialisation est centrale et la lecture qu'en fait le groupe de travail aura des conséquences fondamentales sur l'organisation des enseignements de la morale et de la religion et sur la proposition d'intégrer à l'école une éducation à la citoyenneté, expression qui est préférée à celle d'éducation civique. [...]

On connaît la suite immédiate de cette orientation: l'enseignement moral et l'enseignement religieux sont relégués au domaine du développement personnel, tandis que l'éducation à la citoyenneté, d'une part, passe par les compétences transversales et, d'autre part, est associée à l'enseignement de l'histoire dans le domaine de l'univers social. [...]

Le programme d'enseignement moral, avec son orientation non confessionnelle, aurait pu fournir le cadre commun d'éducation aux valeurs souhaité pour une société démocratique et pluraliste, mais il a été écarté, au profit de l'éducation à la citoyenneté, en raison de son enfermement dans un régime d'option avec l'enseignement religieux confessionnel, ce qui a pour effet qu'il ne s'adresse qu'à une minorité d'élèves alors qu'il est conçu pour s'adresser à tous.

Ce qu'on n'a pas suivi
du rapport Proulx

Quand le chantier proprement dit du dévrouillage du système confessionnel s'est amorcé en 1997 avec la création du Groupe de travail sur la place de la religion à l'école — dont le rapport, *Laïcité et religions*, est mieux connu sous le nom de Rapport Proulx (1999) — de même que l'opération de déconfessionnalisation des commissions scolaires, les règles du jeu en matière de programme avaient donc déjà commencé à se fixer.

Le Rapport Proulx offrait cependant une occasion de les revoir, puisqu'il situait ses propositions en tenant compte de divers paramètres, notamment en matière de finalités éducatives cohérentes avec les orientations ministérielles pour le programme, en insistant sur la mission de socialisation de l'école, et au regard des choix sociaux, en termes de construction d'un espace civique commun et de partage de valeurs par tous dans le respect des différences. La réponse du Groupe de travail sur la place de la religion à l'école, optant pour l'école commune fondée sur des valeurs communes, était globale et disposait à la fois du statut de l'école et des enseignements dispensés en matière de religion et de morale.

Le Rapport Inchauspé, pour sa part, ne traitait pas de structures scolaires, mais seulement du programme. Devant les défis de la socialisation, dans un contexte de confessionnalité scolaire, il a résolu les défis spécifiques de la préparation à l'exercice de la citoyenneté et de l'intégration à une culture commune en contournant la problématique des structures religieuses en place: il a proposé un programme d'éducation à la citoyenneté qu'il a rattaché au domaine de l'univers social, pendant qu'elle a relégué l'enseignement religieux et l'enseignement moral au domaine du développement personnel, comme s'il



VINCENZO PINTO REUTERS

On ne peut que constater, encore aujourd'hui, que le processus de décision morale dans les cours d'enseignement religieux comporte toujours un passage obligé par des référents religieux, l'élève étant appelé à s'inspirer pour la conduite de sa vie des modèles proposés et des valeurs qu'ils véhiculent.

s'agissait là de quelque chose qui relevait seulement des choix individuels et de la vie privée. Ces dispositifs méritaient d'être revus à la suite du rapport Proulx qui proposait de laïciser non seulement les structures, mais aussi le programme.

Or, les propositions du Rapport Proulx sur le plan du programme sont justement les seules qui n'ont pas été retenues, en 2000, dans les orientations ministérielles parues sous le titre *Une réponse à la diversité des attentes morales et religieuses*.

En lieu et place d'un programme d'enseignement culturel des religions obligatoire pour tous, en complémentarité et en harmonisation avec un programme d'enseignement moral dont les objectifs de formation demeureraient obligatoires pour tous, le ministre de l'Éducation a choisi de conserver, au primaire et au premier cycle du secondaire, le régime d'option entre l'enseignement religieux confessionnel, catholique et protestant, et l'enseignement moral, et de proposer pour tous les élèves du deuxième cycle du secondaire un seul cours obligatoire d'éthique et de culture religieuse.

Lourde hypothèque

Cinq ans plus tard, l'école publique est commune et laïque. Mais, nous sommes toujours dans un régime d'option au primaire et au premier cycle du secondaire qui rend possible un enseignement religieux confessionnel, régime qui a été intégré au nouveau programme de formation [...] Par ailleurs, il n'y a pas de programme d'éthique et de culture religieuse pour le deuxième cycle du secondaire.

Le régime d'option, héritage d'un passé confessionnel qui n'est pas tout à fait liquidé, constitue encore une lourde hypothèque. Le débat autour de son maintien ou non, de même que celui sur un programme d'éthique et de culture religieuse au deuxième cycle du secondaire, dont on ne parvient pas à clarifier les finalités, viennent empêcher dans l'immédiat et brouiller un débat fondamental sur la réarticulation de la formation morale, de l'enseignement de la religion et de l'éducation à la citoyenneté dans le domaine de l'univers social plutôt que dans celui du développement personnel. Le Rapport Proulx avait dressé la table, le

gouvernement, en 2000, a choisi d'attendre.

Les lacunes du régime actuel

Le régime d'option entre l'enseignement moral et religieux catholique, l'enseignement moral et religieux protestant et l'enseignement moral est lacunaire à un double titre: celui de la formation morale des élèves et celui de l'apprentissage sur la ou les religions, en termes de connaissance du fait religieux. [...]

Ce qui retient notre attention ici, c'est la nature de la formation offerte par l'école, parce qu'elle est problématique. [...] On ne peut que constater, encore aujourd'hui, que le processus de décision morale dans les cours d'enseignement religieux comporte toujours un passage obligé par des référents religieux, l'élève étant appelé à s'inspirer pour la conduite de sa vie des modèles proposés et des valeurs qu'ils véhiculent. [...]

Le Groupe de travail sur la place de la religion à l'école observait d'ailleurs que «les programmes d'enseignement religieux qui font partie du régime d'option ne visent pas un objectif neutre» car «le ministre ne vise pas un objectif de formation morale des citoyens mais la formation religieuse des catholiques et des protestants conformément aux prescriptions de leur confession respective». [...]

À ce propos, il est intéressant de voir l'information fournie actuellement aux parents. Le cours d'enseignement moral et religieux est présenté de manière culturelle, en occultant sa dimension confessionnelle. Ceci explique sans doute en partie la fréquentation élevée de l'enseignement religieux où les parents sont laissés sur l'impression d'obtenir pour leurs enfants un «deux-en-un», de l'information sur les religions et de la formation morale.

L'approche proposée dans le Rapport Proulx était claire: abolition du régime d'option en faveur d'un enseignement culturel des religions, en parallèle d'une formation morale que l'école devrait assumer à l'égard de tous les élèves. Il faudrait sans doute revenir à ces propositions initiales pour redémarrer et avancer dans le dossier, après cinq ans d'inertie dans l'exploration de nouvelles approches de l'enseignement du phénomène religieux, alors que la seule proposition sur la table, celle d'un programme d'éthique et de culture religieuse, n'a pas abouti [...].



Michel Venne

Un ministre
de l'Éducation

Le premier ministre semble compter sur son nouveau ministre de l'Éducation, Jean-Marc Fournier, pour apaiser les tensions qui ont traversé le milieu éducatif ces derniers mois et qui pourraient resurgir à la faveur des négociations des conventions collectives.

Le rôle d'un ministre est certes en partie celui de médiateur, surtout dans un domaine où les acteurs sont nombreux et diversifiés. Mais l'éducation n'est pas un portefeuille comme les autres. L'éducation est une responsabilité stratégique. C'est une fonction primordiale de l'État. Et c'est ce par quoi les sociétés évoluent.

Au Québec, c'est grâce au formidable rattrapage amorcé dans les années 1960 avec la création d'un système d'éducation publique que nous avons réussi à devenir plus créatifs, plus productifs, plus compétitifs et plus heureux. L'éducation pour tous, le leitmotiv de la Commission Parent (précurseur de la réforme des années 1960), est certes le premier moyen de combattre les inégalités sociales et de donner aux jeunes le goût de l'avenir.

Aussi, on s'attend du titulaire de ce ministère qu'il soit davantage qu'un bon gestionnaire et qu'un bon négociateur. On cherche en lui une inspiration.

Et comme l'école transmet à nos enfants non seulement des savoirs et des compétences (transversales ou pas) mais aussi les valeurs d'une société, on s'attend à ce que le ministre qui en est responsable puisse formuler ces idéaux et défendre les caractéristiques de la nation. C'est d'autant plus vrai, sans doute, pour une nation minoritaire comme la nôtre.

À cet égard, le remaniement ministériel peut devenir l'occasion de rajuster le tir sur certaines politiques et certaines attitudes pour le bien commun des Québécois.

Certes, l'idée d'une école communautaire que semble vouloir promouvoir le premier ministre, notamment en lui attribuant des responsabilités accrues en matière de prévention et d'activité physique, est un objectif louable. Encore faut-il adopter un discours qui valorise l'école publique. Et ce discours doit être soutenu par les fonds appropriés. L'école publique doit être aussi attrayante que l'école privée. Et l'école privée doit être soumise aux mêmes exigences que l'école publique si l'État continue de la subventionner.

Québec aimerait bien que cessent les manifestations des étudiants au sujet des prêts et bourses. Or leur colère est provoquée par une décision injuste, celle de faire porter aux seuls étudiants les plus pauvres, ceux qui ont droit à des bourses d'études, le fardeau de la réduction de 103 millions du budget de l'aide financière aux étudiants. Ici, M. Fournier n'a qu'une chose à faire: annuler ce décret.

Pour ajuster l'école aux besoins actuels de la société québécoise pluraliste, il urge que le ministre de l'Éducation entende les exhortations de son Comité des affaires religieuses, du Conseil des relations interculturelles, de la Commission des droits de la personne et du Conseil supérieur de l'éducation de retirer l'enseignement religieux confessionnel et de le remplacer par un programme d'éducation à la citoyenneté, à l'éthique et aux religions, du primaire au collégial, qui permette à nos enfants de comprendre leur place dans le monde, de s'ouvrir aux différences tout en adoptant l'approche critique requise face aux phénomènes religieux et de devenir de meilleurs citoyens.

L'école est certes un lieu privilégié d'intégration et de médiation des diverses identités qui forment désormais la nation québécoise. Or la langue de l'intégration au Québec est le français. Il invite instamment M. Fournier à reconsidérer la décision de son prédécesseur d'autoriser l'enseignement de l'anglais en première année.

Des pédagogues et des linguistes réputés estiment néfaste d'ajouter l'apprentissage d'une langue seconde à l'école tant que l'enfant n'a pas acquis la maîtrise sémiotique de sa langue maternelle. De nombreux spécialistes s'entendent pour dire que l'enseignement intensif de la langue seconde à la fin du primaire donnerait de meilleurs résultats que la transmission au compte-goutte de cette langue tout au long du primaire.

En outre, la connaissance de l'anglais progresse déjà de manière fulgurante chez les francophones. La preuve en est l'augmentation du taux de bilinguisme dans la population de langue maternelle française: 37 % en 2001 pour l'ensemble, mais 53 % chez les jeunes de 20 à 29 ans. Pendant ce temps, 30 % de nos enfants sont incapables, à la sortie du secondaire, après 11 années de scolarité, de formuler un discours cohérent en français, leur langue maternelle, ou d'interpréter des textes un peu complexes.

Sur le plan pédagogique, le changement proposé ne susciterait aucun gain important. Par contre, il aurait des effets politiques et symboliques pervers.

Le fait d'enseigner l'anglais dès la première année du primaire envoie aux Québécois le message qu'un Québécois ne peut réussir dans la vie sans être bilingue à 10 ans. C'est une façon de détruire la loi 101 et c'est un feu vert à l'anglicisation des immigrants par la valorisation de l'anglais.

Un discours obsédant sur la nécessité vitale de maîtriser l'anglais en bas âge laisse croire que l'on ne peut pas toucher la modernité avec la langue française, qui est pourtant celle du pays des droits de l'homme, du TGV et de la construction européenne, parlée dans 50 pays, sur les cinq continents. On occulte en outre les progrès du français comme langue économique au Québec depuis trente ans.

Il faut revenir à la sagesse de la commission Larose qui établissait une hiérarchie tenant compte des impératifs pédagogiques et des conditions politiques: le but de l'école publique française est d'assurer la «maîtrise» de la langue française, la «connaissance fonctionnelle» de l'anglais et une «initiation» à une troisième langue.

J'invite le ministre à prendre cette question en délibéré, à s'y pencher avec le regard d'un homme qui comprend que la fonction de l'école n'est pas seulement, n'est pas d'abord utilitaire.

michel.venne@inm.qc.ca

Financement boiteux des sciences humaines et sociales

Un engagement trop fondé
sur les sacrifices personnels

Nous venons alimenter le débat soulevé autour du texte intitulé «*Aller au-delà de la politique des deux sous*», proposé par Pierre Noreau et plusieurs chercheurs dans la page Idées du *Devoir* du 24 janvier 2005.

À la lecture de ce texte, nous avons non seulement appris que les investisseurs publics en recherche ne reflètent pas les besoins actuels en sciences humaines et sociales, en arts et en lettres, mais que l'absence de cet engagement gouvernemental compromet le développement stratégique de ces champs de savoir qui, contrairement aux sciences de la nature et de la santé, ne reçoivent aucun soutien du secteur privé.

Étudiantes à la maîtrise en éducation, nous nous sommes reconnues dans ces lignes:

- certaines d'entre nous sont étudiantes à temps complet, sans prêt ni bourse.
- d'autres sont à temps complet avec prêt et bourse.
- d'autres encore étudient à temps partiel, travaillant à temps complet comme enseignante.

■ une autre étudiante à temps partiel sans prêt et s'occupe de son enfant à temps plein.

■ aucune n'a obtenu une bourse de recherche pour poursuivre son programme de deuxième cycle en maîtrise.

En fait, la majorité d'entre nous se retrouve dans une situation soit de conciliation travail-études, soit de conciliation famille-études.

Engagement collectif à soutenir

Nous faisons une maîtrise en éducation par conviction, parce que nous croyons qu'il est nécessaire de développer les connaissances afin de prévenir les problèmes et d'améliorer ainsi notre société. Nous sommes intéressées notamment à la réussite scolaire, à la francisation, aux classes d'accueil, à l'éducation interculturelle et à la citoyenneté, à la communication entre la famille et l'école et au développement professionnel des enseignants œuvrant dans les milieux économiquement défavorisés et/ou pluriethniques.

Nous sommes convaincues qu'un enseignement

de qualité à tous les ordres d'enseignement ne peut faire l'économie de la réflexion et de la recherche en éducation. Cet engagement social ne peut pas se faire seulement au prix de sacrifices personnels importants. La réflexion et la recherche en éducation doivent être un engagement collectif reconnu comme tel et soutenu financièrement pour le mieux-être et le développement de toute une société.

Lysange Gervais, Caroline Chartrand,
Marie-Ève Chaput, Josiane Fréchette,
Geneviève Labrie, Alexandra Perras,
Veronica Leuprecht, Regina Baumgartner,
Brigitte Lalleur, Florina Baiacu, Charlette
Ménard, Caroline Parent

Étudiantes à la maîtrise en éducation

Nicole Carignan

Professeure, Département d'éducation et formation
spécialisées, Université du Québec à Montréal

L'ÉQUIPE DU DEVOIR

LA RÉDACTION Journalistes à l'information générale et métropolitaine : Gerald Dallaire (adjoint au directeur de l'information), Jeanne Corriveau (affaires municipales), Fabien Deglise, Marie-Andrée Chouinard (éducation); José Boileau (éditorialiste, responsable de la page Idées), Brian Myles (justice et faits de société), Jean Dion, Louis-Gilles Francoeur (environnement), Benoît Munger (responsable du site Internet), Isabelle Paré (santé), Renée Louise Rioux-Soucy (surnuméraire); Pauline Gravel (sciences); Guillaume Bourgault-Côté (surnuméraire), Antoine Robitaille (surnuméraire), Michel Garneau (carte, cartiste); Diane Precourt (responsable des pages thématiques); Martin Duclos, Michèle Malenfant et Christine Dumazet (relucteurs), Renée Léo Guimont et Serge Paquin (relucteurs surnuméraires); Jacques Grenier et Jacques Nadeau (photographes); à l'information culturelle : Michel Bélair (théâtre et culture), Julie Carpentier (pupitre), Paul Bennett (pupitre cahiers spéciaux et culturels du week-end), Stéphane Baillargeon (reporter), Paul Cauchon (médias), Caroline Montpetit (livres), Odile Tremblay (cinéma), Bernard Lamarque (arts visuels et musique), Frédérique Doyon (surnuméraire); à l'information économique : Gérard Bérubé (adjoint au directeur de l'information), Dominique Reny (pupitre), Éric Desrosiers, Alec Castonguay, Claude Turcotte, François Desjardins (surnuméraire); à l'information internationale : Jean-Pierre Legault (pupitre international et page éditoriale), Claude Levesque, Guy Taillefer (adjoint au directeur de l'information), Serge Truffaut (éditorialiste); à l'information politique : Hélène Buzetti et Manon Cornélius (correspondantes parlementaires à Ottawa), Tommy Chouinard et Robert Dutriscas (correspondants parlementaires à Québec), Kathleen Levesque; Marie-Hélène Alarie (secrétaire à la rédaction); Marlise Hamelin, Alexandre Shields (commissis). La documentation : Gilles Paré (directeur); Manon Derome, Serge Laplante (Québec), Rachel Rochefort (Ottawa). LA PUBLICITÉ ET LE MARKETING Jacqueline Avri, Jean de Billy, Marlène Côté, Dave Cameron, Van Hamel, Christiane Legault, Amélie Maltais, Jacques A. Nadeau, Claire Paquet, Micheline Ruelland, Nadia Sebati, Mélanie Simard (publicitaires), Laurence Thériault (directrice adjointe), Manon Blanchette, Sylvie Laporte, Martine Bérubé (secrétaires). LA PRODUCTION Christian Goulet (directeur de production), Michel Bernatchez, Philippe Borne, Johanne Brunet, Danielle Cantara, Richard Des Coriers, Donald Filion, Nathalie Zernitski, Olivier Zaida. INFORMATIQUE Yanick Martel (responsable). PROMOTION, DISTRIBUTION ET TIRAGE Linda Thériault (responsable service à la clientèle, distribution et tirage), Roxanne Labelle (coordonnatrice à la promotion et à la sollicitation), Loli Sénéchal-Berthiaume, Monique Heureux, Rachelle Leclerc. L'ADMINISTRATION Nicole Carmel (responsable des services comptables), Céline Furoy, Germain Haecq (contrôleur), Ghislaine Lalleur, Claudette Béliveau (adjointe administrative), Claudine Chevrier, Monique Proteau, Danielle Ross.

ACTUALITÉS

CHAREST

SUITE DE LA PAGE 1

celui-ci a refusé. «C'est dommage, parce que ça lui aurait permis de rester dans l'équipe, et un gouvernement, c'est une affaire d'équipe», a commenté M. Charest.

Jugés incertaines vendredi par le nouveau ministre des Finances, Michel Audet, les baisses d'impôts deviennent, à la lumière des commentaires du premier ministre, un objectif à atteindre dans les meilleurs délais.

Les libéraux ont promis, en campagne électorale, des baisses d'impôts annuelles de un milliard pendant cinq ans, mais ils ne sont pas arrivés à respecter leur engagement lors de la présentation du premier budget. Les réductions ont donc touché en priorité les familles avec enfants de la classe moyenne, et non pas l'ensemble des contribuables.

Sans renier cette promesse en faveur de baisses d'impôts universelles, les libéraux l'ont sérieusement reconsidérée à l'issue du Forum des générations l'automne dernier. Dans l'une de ses dernières entrevues à titre de ministre des Finances, Yves Séguin annonçait, par ailleurs, son intention de favoriser les familles et la classe moyenne pour le budget 2005, s'estimant incapable de consentir des réductions aux plus fortunés.

Une insignifiante insatisfaction

En chute libre dans les sondages, comparé par des commentateurs à l'un des pires gouvernements de l'histoire du Québec, celui de Jean-Jacques Bertrand, M. Charest s'est montré imperméable aux critiques. «Quand j'entends des grossièretés comme ça, ça ne m'affecte pas beaucoup, tellement c'est une exagération qui rend insignifiant le propos», a-t-il déclaré.

Questionné sur les dérapages de son gouvernement, le premier ministre a attaqué en évoquant «les délires dans les médias». «Dans le dossier du CHUM, c'est rendu que les salles de presse s'invectivent entre elles», a-t-il dit.

À ce sujet, M. Charest a réfuté les allégations voulant qu'il affiche un parti pris pour le site d'Outremont, faisant l'objet d'une campagne de promotion par des gens d'affaires et proches du Parti libéral du Québec (PLQ). «Ça n'a rien à voir avec ça. Il n'y a pas d'intérêt particulier là-dedans», a-t-il assuré. Le recteur de l'Université de Montréal, Robert LaCroix, a présenté le 7 décembre seulement son projet de technopole de la santé à Outremont, et il faut donner au gouvernement le temps d'examiner la valeur des projets sur les deux sites (Hôpital Saint-Luc et Outremont) avant de prendre une décision, a rappelé M. Charest.

Au sujet des mesures de sécurité sur les barages d'Hydro-Québec, mises à mal par des incursions spontanées de la presse cette semaine, M. Charest a exprimé sa certitude que des correctifs seront apportés dans les plus brefs délais. Il n'a pas voulu spéculer sur le sort qui sera réservé au p.d.g. d'Hydro-Québec, André Caillé, dont le mandat arrive à échéance cet automne. «J'ai confiance en M. Caillé et, en temps et lieu, on va faire l'examen du renouvellement du mandat. Ça n'a pas été soulevé, ce n'est pas un sujet», a-t-il affirmé.

Les étudiants n'ont rien fait pour accroître leur capital de sympathie auprès de M. Charest, qui a condamné la violence de la manifestation qui s'est déroulée mercredi à Montebello, lors du caucus libéral. «Je suis profondément choqué par l'attitude de ces personnes. Trois autobus qui débarquent à un endroit avec un bélier pour défoncer les portes, c'est inacceptable, a-t-il dit. Les leaders étudiants doivent assumer la responsabilité de ce qui est arrivé et de la violence utilisée, parce qu'il y a eu des blessés.»

Une trentaine de manifestants ont reçu des coups de matraque et du poivre de Cayenne lorsqu'ils ont tenté d'entrer de force dans les locaux où discutaient les membres du PLQ. À l'instigation de la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) et de la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ), ils dénonçaient les coupes de 103 millions de dollars au régime des prêts et bourses. Cette impopulaire mesure du gouvernement Charest pourrait mener à une grève générale illimitée des étudiants dans les prochaines semaines. Pour le premier ministre, les compressions sont définitives.

Le Devoir

LE DEVOIR

Les bureaux du Devoir sont situés au 2050, rue De Bleury, 9^e étage, Montréal (Québec), H3A 3M9 ☎ Place-des-Arts Ils sont ouverts du lundi au vendredi de 8h30 à 17h. Renseignements et administration: (514) 985-3333

La publicité

Au téléphone (514) 985-3399
Par télécopieur (514) 985-3390
Extérieur de Montréal 1-800-363-0305 (sans frais)

Les avis publics et appels d'offres

Au téléphone (514) 985-3344
Par télécopieur (514) 985-3340
Par courriel avisdev@ledevoir.com

Les avis de décès (Le Mémorial)

Au téléphone (514) 525-1149
Par courriel info@lememorial.com

Les petites annonces et la publicité par regroupement

Au téléphone (514) 985-3322
Par télécopieur (514) 985-3340

Service à la clientèle et abonnements

Au téléphone (514) 985-3355
du lundi au vendredi de 7h30 à 16h30
Par télécopieur (514) 985-967
Par courriel abonnements@ledevoir.com
Extérieur de Montréal 1-800-463-7559 (sans frais)

Le Devoir peut, à l'occasion, mettre la liste d'adresses de ses abonnés à la disposition d'organisations reconnues dont la cause, les produits ou les services peuvent intéresser ses lecteurs. Si vous ne souhaitez pas recevoir de correspondance de ces organisations, veuillez en aviser notre service à la clientèle.

Le Devoir est publié du lundi au samedi par Le Devoir Inc. dont le siège social est situé au 2050, rue De Bleury, 9^e étage, Montréal, Québec, H3A 3M9. Il est imprimé par Imprimerie Québecor St-Jean, 800, boulevard Industriel, Saint-Jean-sur-Richelieu, division de Imprimeries Québecor Inc., 612, rue Saint-Jacques Ouest, Montréal. L'Agence Presse Canadienne est autorisée à employer et à diffuser les informations publiées dans Le Devoir. Le Devoir est distribué par Messageries Dynamiques, division du Groupe Québecor Inc., 900, boulevard Saint-Martin Ouest, Laval. Envoi de publication — Enregistrement n° 0858. Dépôt légal Bibliothèque nationale du Québec.

SUITE DE LA PAGE 1

Plus tard en soirée, le premier ministre a confié que cette décision politique a été très difficile à prendre. «J'ai commencé à servir Israël il y a plus de 60 ans, j'ai gravi tous les échelons, et j'ai pris des centaines de décisions, parfois des décisions impliquant la vie ou la mort, mais la décision que j'ai prise aujourd'hui avec mon gouvernement a été la plus dure de toute ma carrière», a-t-il déclaré devant les représentants du judaïsme américain réunis à Jérusalem.

M. Sharon défendait ce plan de désengagement depuis plusieurs mois, malgré l'opposition de l'aile droite de son parti et l'hostilité des mouvements représentatifs des colons. D'après les sondages, une majorité de l'opinion publique israélienne est toutefois favorable à ce retrait.

Le vice-premier ministre Shimon Péres, partisan de longue date de ce projet, a pour sa part qualifié le vote d'hier «historique». «Après 40 années à Gaza, [...] qu'avons-nous gagné?», s'est-il demandé.

Le conseiller juridique du gouvernement Menahem Mazouz a imposé un délai minimum de cinq mois entre l'annonce de l'évacuation et son application, afin de permettre aux colons de s'y préparer. L'évacuation, qui devrait donc débuter en juillet, se déroulera pendant huit semaines en quatre phases. Chaque étape sera approuvée par le cabinet israélien avant sa mise en œuvre.

Mais le plan de retrait pourrait être remis en cause si le budget 2005 n'est pas adopté avant la fin du mois de mars. Dans ce cas, le gouvernement Sharon tomberait automatiquement et de nouvelles élections devraient avoir lieu.

En attendant, Ariel Sharon a signé hier un décret rendant illégale la présence des colons israéliens dans la bande de Gaza et dans le nord de la Cisjordanie à compter du 20 juillet. L'ordre stipule que les colons encore présents dans les secteurs censés être évacués pourront alors être expulsés de force.

GAZA

D'après des médias israéliens, quelque 6000 soldats et policiers sans armes pourraient être déployés pour l'évacuation de chacune des colonies concernées. Les chefs de file du mouvement des colons ont lancé des appels à la résistance pacifique, mais les services de sécurité n'écartent pas la possibilité d'affrontements violents. Quelque 8500 colons juifs vivent dans la bande de Gaza au milieu de 1,3 million de Palestiniens, contre 230 000 colons et 2,3 millions de Palestiniens en Cisjordanie.

Nouveau tracé pour le mur

Dans la foulée de cette décision, le cabinet Sharon a aussi approuvé par 20 voix contre une (avec une abstention) le tracé modifié de la barrière de séparation qu'Israël construit en Cisjordanie le long de la ligne de démarcation avec ce territoire occupé, un mur qui empiète sur des territoires revendiqués par les Palestiniens pour la création de leur Etat. L'été dernier, la Cour internationale de justice avait jugé ce mur de sécurité «illégal» et la Cour suprême israélienne a ordonné aux autorités de réétudier son tracé pour diminuer les souffrances des Palestiniens.

Le nouveau tracé adopté englobe environ 7% de la Cisjordanie, contre 16% pour le tracé initial. Par contre, il inclut les plus importantes implantations, dont Maalé Adoumim et Goush Etzion, ainsi que 10 000 Palestiniens.

Les Palestiniens ont réagi à l'annonce de la poursuite de la construction du mur en estimant qu'elle brise les efforts de relance du processus de paix. Le président de l'Autorité palestinienne, Mahmoud Abbas, a ainsi réaffirmé dans un entretien publié hier par le magazine allemand *Der Spiegel* qu'Israël doit démanteler toutes les colonies et renoncer à l'érection du mur.

«La poursuite de la construction du mur va saper les efforts pour relancer le processus de paix, et nous empêcher d'appliquer la Feuille de route, le dernier plan international pour un règlement du conflit, a déclaré le

ministre chargé des Négociations, Saëb Erakat. Nous appelons le gouvernement israélien à reprendre les négociations sur le statut final [...] afin qu'un retrait [israélien] total des territoires occupés depuis 1967 puisse être réalisé», a-t-il ajouté.

«Nous ne pensons pas que des initiatives unilatérales soient la meilleure des choses pour le processus de paix, et nous préférons que des progrès soient le fruit de pourparlers», a de son côté indiqué Ghassan Khatib, le ministre palestinien du Travail.

Chez les Palestiniens, on redoute toujours que l'objectif caché de Sharon consiste à abandonner la bande de Gaza, territoire surpeuplé et sans grandes ressources économiques, pour conserver et pérenniser les grandes implantations juives de Cisjordanie. Une telle éventualité, en morcelant la Cisjordanie, rendrait difficilement viable le futur Etat palestinien.

«Indubitablement, [le mur] va influencer sur les frontières définitives d'Israël», a déclaré hier le ministre israélien Matan Vilnai, alors que les autorités israéliennes affirment qu'il peut être démantelé à tout moment.

Sur le terrain, les troupes israéliennes ont tué un Palestinien et blessé un second hier dans la bande de Gaza. Les deux hommes étaient soupçonnés de passer des armes de contrebande depuis l'Égypte. Un troisième Palestinien a été arrêté, selon l'armée. Par ailleurs, 16 militants expulsés de la Cisjordanie vers Gaza il y a deux ans ont été autorisés à rentrer chez eux et les autorités israéliennes devraient libérer aujourd'hui quelque 500 détenus palestiniens, soit la plus importante libération de prisonniers depuis près de 10 ans.

Sur le plan diplomatique, le nouvel ambassadeur de Jordanie est arrivé hier à Tel-Aviv, après une absence de quatre ans.

Le Devoir

D'après l'Associated Press, l'Agence France-Presse et Reuters

JUTRA

SUITE DE LA PAGE 1

n'est pas retourné bredouille pour autant. Il remporta cinq Jutra dont celui, hautement mérité, de la meilleure actrice pour Pascale Bussièrès, franchement extraordinaire dans ce rôle où elle a su plonger en eau profonde entre gloire et folie. *Ma vie en cinémascope* a reçu également les trophées de la meilleure direction artistique, du meilleur son, du meilleur maquillage et de la meilleure coiffure (statuette décernée pour la première fois cette année).

Patrick Huard avait remplacé hier Sylvie Moreau à l'animation de la cérémonie qui se déroulait au Théâtre Maisonneuve. Michel Brault, pionnier de notre cinéma, était le lauréat de Jutra honorifique pour une carrière qui se confond avec l'histoire de notre septième art.

À l'encontre de 2003 où deux méga joueurs, *Les Invasions barbares* et *La Grande Séduction*, se tenaient au devant du peloton, cette année plusieurs films avaient reçu en salle les faveurs du public, même si 2004 ne fut pas un millésime côté qualité. Les Jutra ont reflété cet éventail en distribuant, en dehors de ses largesses aux œuvres de Leclerc et Filiault (neuf statuettes à eux deux), des prix à droite et à gauche, un par ici, un par là...

Avec ses huit nominations, *Le Dernier tunnel*, bon thriller psychologique d'Érik Canuel, pouvait espérer raffer au finish plusieurs prix. Il repart avec un seul, celui du meilleur acteur de soutien à Jean Lapointe, pour son émouvante prestation en bandit sur le retour.

Les Aimants, charmante comédie romantique d'Yves Pelletier, récolta trois Jutra sur ses sept nominations: celui du meilleur scénario, celui de la meilleure actrice de soutien à Sylvie Moreau qui incarnait avec brio la sœur déléguée de la douce romantique, et celui de la meilleure musique.

Sylvie Moreau partagea sa statuette de la

meilleure actrice de soutien avec Brigitte Lafleur pour son rôle dans *Elles étaient cinq*: seul trophée sur sept nominations pour le film de Ghislaine Côté.

La grosse production *Nouvelle-France* de Jean Beaudin, décevante à bien des égards, a dû se contenter du Jutra des meilleurs costumes. Pierre Mignot récolta le laurier de la meilleure direction photo pour *Le Papillon bleu* de Léa Pool.

Monica la mitraille (cinq nominations) et *Dans une galaxie près de chez vous* (six nominations) sont les perdants de la fête avec leurs mains vides.

La statuette du meilleur documentaire est allée au merveilleux film sur le Tibet de François Prévost et Hugo Latulipe, *Ce qu'il reste de nous*, celui du meilleur court ou moyen métrage à *Papa*, de Emile Proulx-Cloutier, et celui du meilleur court métrage d'animation à *Nibbles* de Christopher Hinton.

Si *Camping sauvage* de Sylvain Roy, Guy A. Lepage et André Ducharme récoltait le billet d'or du long métrage le plus populaire, le Jutra du film qui s'est le plus illustré à l'étranger demeure pour une seconde année consécutive *Les Invasions barbares* de Denys Arcand en fin de course internationale.

Pour la toute première fois, la Soirée des Jutra récompensait le travail de promotion du cinéma-maison par un exploitant de salle, en l'occurrence Mario Fortin du cinéma Beaubien, qui a programmé tant de films québécois sur ses écrans.

L'année qui s'achève aura consolidé la part de marché des œuvres nationales à l'heure où, sur un autre front, les festivals de cinéma montréalais s'enlisent dans un embrouillamini pas croyable. Il ne peut y avoir le feu partout et en même temps. Ces septièmes Jutra, s'en sont faits hier soir le reflet, entre sourires et désarroi.

Le Devoir

LAURIN

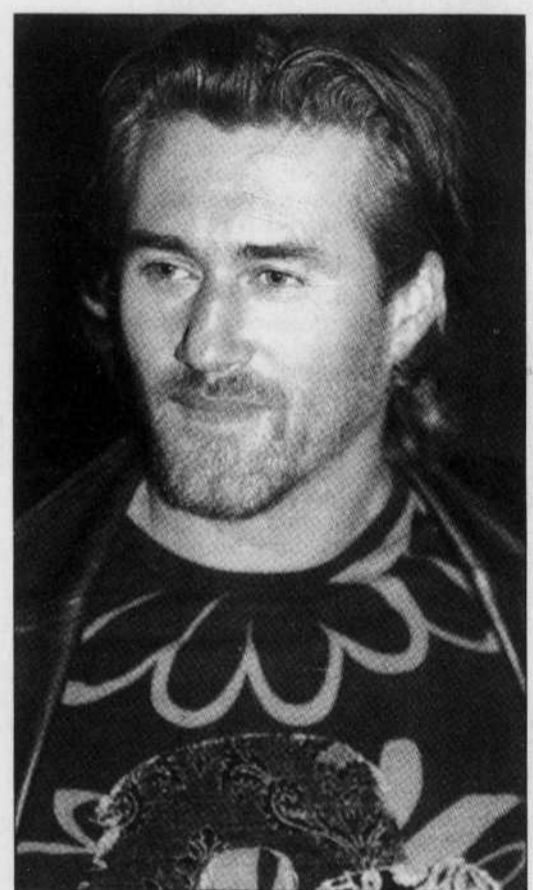
le pour la compagnie. Avant, on créait une seule pièce qui tournait pendant X mois, selon un cycle de deux ans et demi; j'ai envie d'accorder plus de temps à la recherche, à des échanges, à d'autres formes de spectacles.» Elle reconnaît s'inspirer du modèle des jeunes et petites compagnies, sans prétendre le copier.

Des fantômes de scène

Passare, présentée à Montréal les 25 et 26 février dans le cadre du Festival Montréal en lumière, dont Ginette Laurin est d'ailleurs la présidente d'honneur, marque donc la fin d'un cycle où la chorégraphe concentrait toutes ses ressources dans une même production. Elle mène actuellement deux projets de front. L'un, toujours pour une grande scène mais construit avec une scénographie sommaire, résulte d'un atelier avec une dramaturge (dans le sens européen du terme) et aborde la question du hasard pour la rendre plus libre et imprévisible.

L'autre est destiné à une petite scène et poursuit la quête du double amorcée avec l'installation au Musée d'art contemporain l'automne dernier, dans le but de se rapprocher de l'être humain: elle a recueilli les fantômes de scène de ses danseurs, qu'elle transposera en solos ou en duos pour en faire surgir les contradictions, la dualité, les effets de miroir et d'échos.

La réflexion et la transition qu'elle impose à sa compagnie pour ses 20 ans doit s'opérer à grande échelle, selon elle, pour résorber la crise que vit le milieu avec la fermeture successive, en 2003 et 2004, de deux institutions majeures, le Festival de nouvelle danse (FIND) et la Fondation Jean-Pierre-Perreault. Après tout, les structures du milieu ont à peu près le même âge. Le FIND l'avait compris, s'engageant dans la voie du remaniement, mais peut-être trop tard. «C'est important qu'il y ait différentes formes de manifestations en danse, d'événements qui soulignent la diversité. Je ne verrais plus un seul gros événement se tenant tous les deux ans. Par contre, c'est extrêmement important qu'il y ait une vitrine pour nos créateurs et pour les producteurs.» Car les tournées font vivre les productions, générant une large part des ressources financières et favorisant l'ébullition artistique.



SOURCE: ALLIANCE ATLANTIS VIVAFILMS

Roy Dupuis a remporté hier soir le Jutra du meilleur acteur grâce à sa performance dans *Mémoires affectives*.

L'éducation entre dans la danse

Pour esquiver des solutions, Ginette Laurin se prête délicatement au jeu des comparaisons avec l'Europe, où une forte tradition des arts et un imposant bassin de population permettent un meilleur financement. Son sens pratique — une qualité rare chez les artistes — l'amène à tirer une leçon du modèle européen, essentiellement du côté du développement des publics.

«Il y a beaucoup d'initiatives pour amener la danse au peuple, beaucoup d'activités de sensibilisation bien encadrées», remarque-t-elle. Un geste essentiel si le Québec veut rattraper son retard en matière de consommation d'art contemporain, croit celle qui a toujours accordé une place importante aux activités d'éducation. «Moi, ça me parle beaucoup et je trouve que, dans une société, l'artiste se doit de le faire. Mais je comprends que ce ne soit pas donné à tout le monde.»

Membre du groupe Nouvelle Aire (dont est aussi issu Édouard Lock) dans les années 70, Ginette Laurin a contribué à façonner le paysage de la danse au Québec. À l'époque, une seule autre troupe, le Groupe de la Place Royale, livrait ses deux ou trois productions par année. Une donne qui a bien changé puisque O Vertigo, qu'elle a fondée en 1984 et qui compte, fait rare, une équipe de danseurs établie, figure désormais parmi une quarantaine de compagnies produisant 150 spectacles par année.

Ce boom radical n'est pas étranger, selon la chorégraphe, à la crise que traverse actuellement la danse. «Il y a tellement d'énergie, de nouvelles compagnies qui naissent, ça ne peut faire autrement que de déclencher une crise», estime-t-elle, sans nier que de graves problèmes existent, notamment de financement.

Avec cet optimiste qui la caractérise, Ginette Laurin voit dans ces circonstances, pourtant tristes, le signe d'une vitalité, d'une maturité sous-jacente — quoique peut-être acquise trop vite. «Le milieu sait mieux revendiquer, est plus articulé, c'est positif, tout cela. C'est difficile, mais c'est une période propice à ce que le milieu se serre les coudes pour faire en sorte que la création persiste et reste forte.»

Le Devoir